ISSN 0024-7650

Il y a 25 ans : comment s'est terminée la sale guerre d'Algérie.

p. 4 et 5

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 981 - 21 mars 1987 - prix : 6 F

les jeunes travailleurs des foyers en lutte contre la hausse des loyers

p. 11

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Pages 4 et 5
— Le 18 mars 1962, la fin de la guerre d'Algérie.
Page 6
— Maroc : le beurre aux banquiers, la mitraille aux peuples.
— Sénégal : face aux étudiants en grève, le gouvernement a reculé.
Page 7
— Allemagne Fédérale : la direction de BMW contrainte de réintégrer 4 syndicalistes licenciés ; les Wolskwagen ont un trou dans la caisse et du flottement dans la direction.
Pages 8 et 9
— Aux quatre coins du monde : des réactions populaires face à la crise : Yougoslavie, Brésil, Madagascar.

INTÉRIEUR

Page 11
— 21 mars : les jeunes des foyers manifestent.
Pages 10, 12 et 13
— Dans les entreprises : Sécurité sociale, Thomson (Saint-Denis) Alsthom (Villeurbanne) ; Peugeot (Dijon) ; Chausson (Gennevilliers) ; Jaeger (Levallois).

LOISIRS ET CULTURE

Page 14
— Il y a 25 ans, le 18 mars 1962, la fin de la guerre d'Algérie : *La marche des anges ; La guerre des gusses ; Meurtre pour mémoire ; Des feux mal-éteints ; Le tonnerre et les anges.*
Page 15
— Théâtre : *Cabaret* mis en scène par Jérôme Savary.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
_____
_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

En bref

Balladur, zéro en calcul

Selon les premières estimations de l'INSEE, la hausse des prix de détail ne serait que de 0,1 % ou de 0,2 % en février, alors qu'elle était de 0,9 % en janvier.

Balladur respire et triomphe. Voilà qui clouera le bec à ceux qui osaient prétendre que la libération des prix allait se traduire par un dérapage.

Sauf que, derrière cette "heureuse surprise", il y a un truc.

Si l'indice a baissé, cela est dû à quelques facteurs dont certains ne dépendent pas de la politique du gouvernement français, telle la baisse des produits pétroliers ; et à d'autres qui relèvent de la manipulation pure et simple.

Car ce gouvernement qui fait profession de libéralisme n'hésite pas à donner quelques coups de pouce ici ou là pour obtenir des résultats qui lui permettent de retomber sur ses pieds.

Il est intervenu par exemple pour que l'EDF abaisse ses tarifs domestiques de 0,5 % à compter du 1er février, alors que la direction d'Electricité de France demandait une hausse d'au moins 1,7 %. Même manœuvre avec GDF, qui a été invité à anticiper une baisse qui n'avait été programmée qu'en avril.

De même, le ministère des Finances est intervenu pour que des hausses prévues en février soient différées. Ainsi les hausses des automobiles, prévues à la mi-février ne prendront effet que le 20 mars. Il est intervenu aussi auprès des supermarchés pour qu'ils baissent le prix de la viande... juste le temps sans doute que l'inspecteur de l'INSEE le note sur son calepin. Et comme, de toute façon, les prix à la production avaient baissé depuis des mois, leur permettant de s'approprier la différence, les gros du commerce pouvaient bien faire un geste en faveur de ce gouvernement qui n'est vraiment pas vache à leur égard.

Balladur ne triche pas plus que ses prédécesseurs ? En tout cas pas moins.

C'est bien l'indice que ce sont tous les mêmes.

De la mousse à l'écran

L'affaire de la publicité pour les bières à la télé est en train de faire des bulles. Après la démission du professeur Claude Got, le 27 janvier, du Haut Comité du ministère de la Santé, qui protestait contre l'autorisation de la pub pour la bière sur les nouvelles chaînes privées, trois sommités médicales lancent un appel pour faire revenir le gouvernement sur sa décision. En plus, ils ouvrent une souscription nationale pour financer une campagne de presse.

Celui qui s'est illustré dans cette affaire, c'est Léotard, ministre de la Culture, de la culture de levure de bière évidemment !

L'argument de Léotard, c'était que la pub étant déjà autorisée sur la 5e et la 6e chaînes et sur Canal Plus, il ne fallait pas d'inégalité au détriment des nouvelles chaînes à privatiser. La Une en particulier. Ben voyons !

Il y aurait évidemment une autre solution, qui consisterait à l'interdire partout, mais Léotard n'y a pas pensé.

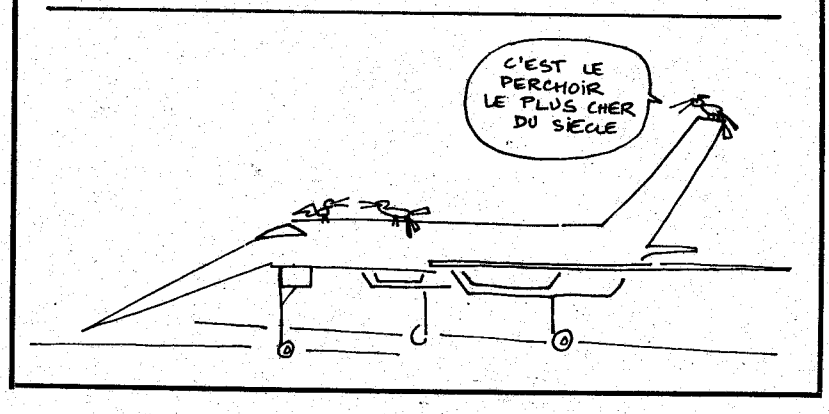
Et comme on peut aussi bien lever le coude droit que le coude gauche, c'est Georges Fillioud, l'ex-ministre socialiste de la Communication, qui avait accordé l'autorisation de la pub pour la bière sur les chaînes privées créées par les socialistes, d'une manière détournée, sous forme d'interdiction de toute publicité pour les boissons alcoolisées... de plus de 9 degrés.

L'hypocrisie est-elle soluble dans l'alcool ?

En rase-mottes

Concorde, ce bel oiseau, fleuron de la technique franco-britannique, qui permet aux riches de faire le trajet Paris-USA en trois heures, est un gouffre financier. C'est bien connu.

Il existe cependant un appareil de pré-série, le n° 002 qui ne vole pas commercialement et qui encombre le terrain d'Orly. L'aéroport de Paris est prêt à s'en débarrasser pour 1 F symbolique, à condition que le repreneur vienne le chercher. Certes, il faudra payer le transport. Alors c'est la commune d'Athis-Mons qui va semble-t-il l'obtenir, car elle se trouve juste au bout des pistes d'Orly. En remorque, *Concorde*, c'est beaucoup plus économique que de le faire voler.



Votre majesté est très culottée

Sa majesté Hassan II du Maroc est fort mécontente des professeurs français qui enseignent dans les établissements de la "Mission culturelle française au Maroc" (quinze mille élèves et un millier d'enseignants et administratifs).

Le despote chérifien l'a fait savoir dans une interview à *Jours de France* : dans les établissements de la Mission culturelle — où l'on trouve, notons-le, les enfants de la haute société marocaine —, on distribue de la drogue. C'est peut-être vrai. Comme dans bien des établissements d'enseignement dans le monde.

Mais surtout, ce qui chiffonne l'altesse, c'est que *"les professeurs se mettent en grève, refusent de corriger les devoirs, entraînent les élèves à ne point travailler. (...) On m'apporte ici des microbes dont je n'ai pas besoin"*.

Et comme ce sont des professeurs français, il est difficile de les mettre en prison comme de vulgaires grévistes marocains. Mais Hassan II agite la menace de fermeture des établissements français.

Pour le moment, la France n'a rien dit, mais le gouvernement est aux petits soins pour Hassan II, comme l'étaient déjà avant lui Giscard ainsi que Mitterrand. On peut donc parier que Chirac fera pression sur les enseignants français.

Touche pas à mon despote !

Les verts étaient dans le fromage

Les joueurs et les dirigeants de l'AS Saint-Etienne vont peut-être repasser devant les tribunaux à propos de la fameuse "caisse noire" du club dans laquelle auraient été détournés 22 millions de francs. Les joueurs se sont pourtant mis en règle avec le fisc, car ils avaient palpé de grosses sommes. Mais cela ne suffit pas et les Platini, Battiston et autres sont maintenant menacés par la justice qui estime qu'ils ne pouvaient pas ignorer le caractère délictuel des sommes qui leur tombaient entre les mains.

Mais si, ils l'ignoraient ! Ils s'occupaient de foot et pas d'autre chose : quand on joue avec les pieds, on ne sait pas exactement ce que font les mains !

Et puis que leur reproche-t-on ? D'avoir mis de l'argent de côté, en marge du fisc et de la légalité ? Ils n'ont pas fait pire que ceux qui ont planqué leur argent en Suisse quand la gauche est venue au pouvoir, et qui s'en sont tirés ensuite en payant 10 % sur les sommes rapatriées. Aucun de ces frontaliers de la finance n'a été inculpé à notre connaissance.

Certes, le sport professionnel, comme tout dans cette société, de la médecine au show-business, est pourri par l'argent. Mais si la justice tient à faire des exemples, c'est les vrais buts qu'elle devrait viser.

Coups fourrés de droite après les coups de Jarnac de gauche, Vivement le coup de sang des travailleurs!

Un an déjà, coucou : ils sont toujours là ! Eh oui, le gouvernement Chirac fête son anniversaire.

Pour les travailleurs, le bilan de cette année est clair : des cadeaux multipliés aux riches, aux patrons et aux boursicoteurs, pour les couches populaires, la vie encore plus dure, l'augmentation du chômage, le blocage des salaires, les menaces sur la Sécurité sociale.

Le socialiste Pierre Joxe, ancien ministre de l'Intérieur, a bien défini la droite au pouvoir : *"C'est le gouvernement des coups de bourse, c'est le gouvernement des coups fourrés, c'est le gouvernement des coups tordus, c'est le gouvernement des coups bas"*. Il n'a oublié qu'une chose, c'est qu'à ce gouvernement, les socialistes ont donné tous les coups de main.

Coup de main d'abord par la politique qu'ils ont menée eux-mêmes pendant cinq ans au gouvernement. Les cadeaux aux patrons, l'augmentation du chômage, le blocage des salaires, c'était aussi la règle avant mars 1986 avec le gouvernement socialiste, et même avant avec le gouvernement à participation communiste. Les masses populaires démoralisées par la gauche, la droite n'a eu qu'à revenir au gouvernement et continuer sur la lancée.

Coup de main aussi, depuis un an, parce qu'on appelle la cohabitation. Car Mitterrand aussi est toujours là, pas gêné de partager le pouvoir avec Chirac et la droite et donc de cautionner et de partager les responsabilités de ceux-ci dans leur offensive contre les masses populaires.

Sans complexe, les socialistes viennent de lancer leur campagne électorale pour les élections présidentielles du printemps 1988.

"Il faut chasser la droite" a dit Pierre Joxe. Ah oui, tiens donc, et comment ? En élisant dans un an un président de la République socialiste, Mitterrand ou un autre ?

Mais Mitterrand a fait la preuve depuis un an, et s'apprête à la faire un an encore, que s'il y a bien une chose qui ne garantit pas de chasser la droite, c'est bien un président de la République socialiste. Exactement comme pendant les cinq ans qui ont précédé, le Parti Socialiste (aidé pendant trois ans par le Parti Communiste) a fait la preuve que même un président, un parlement et un gouvernement tous de gauche, ne sont pas la garantie qu'on n'a pas une politique de droite.

Misant sur le fait qu'un an de gouvernement de droite c'est assez long pour faire oublier la politique de l'ancien gouvernement de gauche, les politiciens socialistes veulent nous convaincre à nouveau de mettre nos espoirs dans les prochaines élections. Et ils s'apprêtent à nous seriner cela pendant un an. C'est même la seule chose qu'ils vont être capable de faire pendant l'année qui vient, nous pouvons le parier.

Mais le règne de Mitterrand depuis six ans, et la co-régence de Chirac depuis une année, nous ont montré à nous, travailleurs, bien autre chose : qu'il serait stupide de compter sur les élections ou sur la gauche pour nous défendre.

Comment se défendre ? Ce sont les jeunes, les étudiants et les lycéens qui nous l'ont montré récemment. En faisant grève, en descendant dans la rue sans s'effrayer d'un gouvernement de droite, sans compter sur les politiciens de gauche, sans attendre les élections, ils ont infligé à Chirac l'échec le plus cuisant de son année.

Certes la grève des cheminots a montré que quand on en vient aux questions qui concernent les travailleurs, les salaires, le chômage, la bataille est plus dure et qu'il faudra déployer beaucoup plus de forces pour faire reculer ce gouvernement au service des riches. Mais ces forces, la classe ouvrière, cent fois, mille fois plus puissante par son rôle dans la société que la jeunesse des écoles, les a.

Et c'est à les utiliser, pas dans les élections mais dans la grève, dans la rue, que nous devons nous préparer, si nous ne voulons pas continuer à voir fêtés des anniversaires de président de gauche ou de gouvernement de droite, ou vice-versa, qui marquent toujours un peu plus la dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Arlette LAGUILLER

Sécurité sociale, retraites :

Pour garder la santé, battons-nous pour les salaires et pour l'emploi

Après avoir pris les mesures que l'on connaît concernant la Caisse maladie de la Sécurité sociale, restreignant le remboursement et frappant les malades — en particulier les plus âgés — le gouvernement annonce et précise ses projets en matière de retraite. Chirac annonce même des "Etats-Généraux" de la Sécurité sociale. A l'approche de 1989, ça devient la mode pour tout ce qui est dans un mauvais état général.

Tout d'abord, il veut inciter les salariés à prendre leur retraite plus tard qu'à 60 ans. Chirac a annoncé qu'il prépare un projet de loi qui rendra illégale toute clause de retraite automatique à 60 ans dans les conventions collectives.

Il fait savoir ensuite qu'il veut accroître les rentrées de la Caisse vieillesse et laisse entendre qu'il faut relever les cotisations. Chirac est resté imprécis mais Séguin, ministre des Affaires sociales, a dit clairement qu'il n'était pas question de faire payer les patrons. Ce serait encore aux travailleurs de donner, après le relèvement en juillet dernier de 0,7 % de la cotisation vieillesse de la Sécurité sociale, après le prélèvement sur l'impôt sur le revenu de cette année de 0,4 % supplémentaire au titre de la contribution sociale.

Inciter les travailleurs à prendre leur retraite plus tard que 60 ans au moment où les patrons licencient par dizaines de milliers les plus de cinquante ans, et au moment où il y a plus de trois millions de chômeurs, c'est au mieux un minable expédient qui ne permettra pas au budget de la Sécurité sociale de retrouver son équilibre, qui permettrait tout au plus d'économiser sur la minorité qui aura la possibilité de continuer à travailler, et ferait des chômeurs longue durée en plus, indemnisés ou pas. Et, c'est au pire une mesure politique de basse démagogie à l'égard d'une bourgeoisie ou petite-bourgeoisie réactionnaires, à la vue basse, qui assimilent la retraite à 60 ans à une mesure "de gauche", favorable aux travailleurs, alors que la réforme a été faite dans un contexte où elle arrangeait surtout le patronat. Et de la part du gouvernement, c'est peut-être aussi une manière de préparer le terrain pour diminuer ensuite toutes les retraites, en considérant que ceux qui l'auront prise avant 60 ans seront partis prématurément.

Quant à l'augmentation des cotisations des travailleurs, c'est une atteinte de plus contre leurs salaires, d'autant plus insupportable que le blocage et la baisse effective provoquée par la pression du chômage pèsent très lourd déjà sur le niveau de vie.

Le trou de la Sécurité sociale, c'est d'abord le chômage et les bas salaires qui l'ont creusé. C'est Mitterrand lui-même, compère en cohabitation de Chirac, qui le disait lors des 40 ans de la Caisse de retraite des cadres : "... *Cent mille chômeurs de plus c'est quatre milliards de francs de moins qui pèsent sur le devenir de la Sécurité sociale...*". Alors ce n'est pas aux travailleurs de payer encore, ni sous forme d'augmentation des cotisations, ni sous forme de diminution des prestations.

Le trou de la Sécurité sociale n'est que bien peu de chose à côté des milliards qui sont distribués aux patrons et aux bourgeois, ou des milliards consacrés par exemple aux armements supplémentaires.

Ce n'est pas l'argent qui manque, et la flambée à la Bourse en témoigne quotidiennement. C'est dans la poche des riches et pas dans celle des travailleurs qu'il faut le prendre. Et les travailleurs n'ont aucune raison, ni d'accepter de nouveaux sacrifices, ni de renoncer à se battre pour leurs salaires et leur emploi.

Pour boucher les trous, travailleurs, commençons par rendre les coups.

Louis GUILBERT

Pluie de milliards sur les entreprises

Le gouvernement s'est réuni en séance exceptionnelle à Matignon. Selon Denis Beaudouin le porte-parole de Chirac : "Tout le monde est tombé d'accord pour l'opportunité d'une relance économique".

Il s'agit "de mettre les entreprises dans une meilleure situation économique afin que celles-ci ayant plus de profits se sentent portées à l'investissement" *a précisé le porte-parole du gouvernement.*

Ces propos ont au moins le mérite de la franchise. Du moins leur première partie, celle qui concerne la volonté du gouvernement d'aider les entreprises — disons plutôt les capitalistes — à faire plus de profits. Mais il faudrait être naïf pour croire que cela les portera à investir.

Des profits, aujourd'hui, les entreprises — en particulier les plus grosses — en font. Elles s'en vantent. Mais elles ne font pas pour autant des investissements productifs. Elles spéculent. Elles boursicotent. Et si on leur donne de l'argent, les industriels le prendront. Pas fous. Pas pour investir plus, mais pour spéculer davantage.

Le gouvernement le sait bien. Mais il ne peut pas dire aussi crûment ces choses-là. Il lui faut un (léger) camouflage pour laisser croire que ces mesures pourraient avoir des retombées favorables pour les travailleurs.

Qui cela peut-il duper ? Pas les futurs bénéficiaires de ces largesses en tout cas.

L.G.

mars 1962, la fin de la guerre

Une guerre coloniale qui a discrédité la gauche et remis la droite en selle.

Le 18 mars 1962, il y a 25 ans, prenait fin la guerre d'Algérie. L'accord de cessez-le-feu avait été signé la veille, à Evian, entre les représentants du gouvernement français et ceux du gouvernement provisoire de la République Algérienne. La guerre avait duré 8 ans, fait dans ce pays, qui comptait alors dix millions d'habitants, un million de morts. Car la bourgeoisie française n'avait reculé devant aucun crime pour tenter de maintenir sa domination, politiciens de gauche et politiciens de droite ayant chacun leur tour conduit cette guerre sanglante.

Mais c'était un gouvernement de droite, celui du général De Gaulle, qui, à Evian, le 18 mars 1962 signait finalement la paix.

De Gaulle artisan de la paix ? Il fallait le dire vite. Car il avait lui-même présidé, de mai 1958 à mars 1962, à quatre ans de guerre. Certes il était venu au pouvoir pour permettre à la bourgeoisie française de se dégager de cette guerre coloniale que l'armée française ne pouvait gagner. Et lui, le général de droite, pouvait faire accepter (non sans remous) à l'état-major français la capitulation plus facilement que les politiciens de gauche. Mais il s'agissait pour lui, avant, d'obtenir des dirigeants de la révolution algérienne les meilleures conditions possibles pour le maintien des intérêts de l'impérialisme français en Algérie, après cette indépendance qui paraissait désormais inéluctable.

Il avait tenté d'obtenir la séparation du Sahara du reste de l'Algérie, afin de garder la mainmise des trusts français sur le pétrole. Il avait cherché à mettre sur pieds une *"troisième force"*, c'est-à-dire de favoriser au sein des dirigeants algériens le renforcement d'un clan concurrent de celui qui dirigeait le FLN, et grâce auquel il aurait été plus facile d'obtenir des concessions avantageuses. Il avait intensifié la guerre, notamment par des opérations de ratissage de grande envergure, afin d'affaiblir le FLN au moment des négociations... Et malgré ces quatre années de souffrances supplémentaires imposées au peuple algérien, il avait dû se contenter, à Evian, de concessions bien plus limitées : la conservation d'une base militaire à Mers-el-Kebir pour quelques années, et quelques avantages économiques, notamment dans le domaine pétrolier où la France conservait momentanément des intérêts dans les exploitations en cours et avait priorité pour les contrats de prospections futures.

Mais il pouvait néanmoins se parer, en ce mois de mars 1962, lui le militaire, d'avoir été l'homme de la paix. D'autant plus facilement que les politiciens de gauche ou assimilés avaient été, eux, de 1954 à 1958 les hommes de la guerre.

"L'Algérie c'est la France", *"la seule négociation, c'est la guerre"*, avait déclaré en 1954 le ministre de l'Intérieur de l'époque, François Mitterrand. Et ce fut au gouvernement socialiste qui sortit de la victoire électorale, en février 1956, du *"Front Républicain"* (une alliance électorale des socialistes et des radicaux), que revint la tâche de faire passer le service militaire de 18 à 27 mois, de rappeler sous les drapeaux plusieurs classes et de porter progressivement les effectifs militaires français en Algérie à 600000 hommes.

Le 13 mai 1958, l'état-major de l'armée française en Algérie, auquel la gauche avait donné de fait tout pouvoir dans la conduite de la guerre, avec l'extrême-droite colonialiste, profitait d'une crise ministérielle à Paris pour organiser un putsch à Alger. Les gaullistes saisissaient l'opportunité, qu'ils avaient amplement contribué à susciter pour réclamer le retour de De Gaulle. Et ce fut le socialiste Guy Mollet qui se précipita à Colombey rechercher le général en retraite. Deux ans après son succès électoral de 1956 la gauche socialiste criait "au secours" pour que la droite revienne.

25 ans après, la vie politique française est encore marquée par les conséquences de cette guerre d'Algérie, de la trahison des dirigeants de gauche qui s'étaient fait élire en février 1956, en promettant de faire la paix, et qui avaient fait tout le contraire. La droite, réunifiée derrière De Gaulle, (même si elle s'est redivisée depuis), et qui s'était taillée une nouvelle constitution à sa mesure (cette Ve République que nous connaissons toujours), en avait pris alors pour près de 23 ans de pouvoir ininterrompu (de 1958 à 1981). L'aggravation du racisme anti-arabe qui sévit toujours aujourd'hui, et dont la police française en particulier, qui faisait les rafles pendant la guerre d'Algérie, est toujours gangrénée, est aussi un héritage de ces années-là. De même que Le Pen, un revenant de l'extrême-droite colonialiste, qui peut de plus se payer le luxe, pour se défendre de l'accusation d'avoir été tortionnaire, d'arguer que, parachutiste en Algérie, il n'était après tout que l'exécutant des basses œuvres d'un gouvernement socialiste.

Les soldats français quittent l'Algérie. (AFP)

Oui ou non, faux dilemme

Voici ce que nous écrivions à l'époque dans l'éditorial des bulletins d'entreprises du 26 mars 1962.

En France nous avions déjà connu des drôles de guerres, des drôles de paix, mais nous avions rarement vu un cessez-le-feu aussi sanglant et aussi meurtrier. Il est vrai que ceux à qui ont affaire l'armée et la gendarmerie ne sont plus les mêmes qu'auparavant.

Cependant une chose est certaine : l'OAS pourra multiplier les provocations, assassiner lâchement des travailleurs musulmans ou des jeunes soldats, mais elle ne pourra pas empêcher l'Algérie de devenir indépendante, bientôt. Toute la puissance de l'armée impérialiste dont la France dispose là-bas, n'a pas empêché qu'elle ait dû céder. L'OAS ne peut pas faire plus. Ce n'est d'ailleurs pas son but. Les chefs de l'OAS savent bien que ce qui a été conquis par le peuple algérien l'est de façon irréversible. Leur politique vise surtout à faire brûler leurs vaisseaux au plus grand nombre de "pieds-noirs" possible, afin de retrouver, plus tard, en métropole, un milieu social, composé d'hommes déracinés, violents, aigris, habitués aux revolvers et à la mitraillette, susceptible de former la base "populaire" d'un parti de type fasciste.

Pendant ce temps en métropole, toutes les formations politiques se préparent à la campagne du référendum, prélude à la campagne pour les prochaines élections législatives. Et chacun en perspective de ces élections, d'essayer de tirer bénéfice de la paix en Algérie. Et chacun de prétendre que s'il y a la paix, c'est d'abord grâce à lui. L'UNR, parti bourgeois au pouvoir, dit : la paix, c'est la politique de De Gaulle, et nous sommes le parti gaulliste par excellence. De Gaulle est indiscutablement l'homme qui a signé le cessez-le-feu avec le FLN, mais ceux qui ont fait que l'impérialisme français ait dû céder, ce sont les combattants algériens et non les députés UNR. C'est un peu comme si l'on présentait le général Alfred Jodl qui signa la reddition de l'Allemagne en 1945 comme un artisan de la paix (il a d'ailleurs été pendu à un gibet de Nuremberg comme criminel de guerre).

Quant aux partis qui se réclament de la gauche, ils font comme l'UNR (en ce qui concerne les socialistes) ou prétendent sans rire que c'est grâce à leur action que De Gaulle a été contraint de signer la paix. On mesure la véracité de ces affirmations à l'embarras avec lequel ces formations affrontent le référendum.

Le PCF en particulier demande à ses électeurs de voter "oui", en expliquant qu'il dit oui aux accords d'Evian quoiqu'il soit contre tout recours au référendum, contre la politique gaulliste, contre le pouvoir personnel.

Ainsi à part quelques formations se réclamant de l'Algérie française, tous les partis prenant officiellement part à la campagne du référendum se prononcent pour le oui.

Et De Gaulle aura ainsi une fois de plus un "oui" massif, tel qu'il les aime. Si justement la prétendue gauche n'était pas depuis des années à la remorque de De Gaulle, pourquoi serait-elle prisonnière du dilemme où il la place ? Si De Gaulle avait été effectivement contraint par cette gauche de signer la paix, pourquoi approuver sa politique ? Il ne viendrait à l'idée de personne qu'un "non" à De Gaulle venant de la part des "artisans de la paix" traduise l'opposition à l'indépendance de l'Algérie.

En réalité De Gaulle dans cette affaire n'a pas été contraint de signer par qui que ce soit d'autre que par les combattants algériens. La bourgeoisie française a fait tout ce qu'elle a pu pour gagner la guerre d'Algérie. Elle n'a été en rien gênée de l'intérieur. Quand il s'est agi d'envoyer le contingent, elle a trouvé un Premier ministre socialiste pour réclamer les pouvoirs spéciaux lui permettant de le faire, pouvoirs que l'Assemblée unanime, "communistes" compris, lui a accordés. C'est pourquoi il est probable qu'une grande partie des travailleurs s'abstiendra de participer au référendum gaulliste à défaut de glisser dans l'urne un bulletin blanc ou exprimant un mépris bien senti.

MARS À JUILLET 1962

L'OAS a poussé les pieds-noirs à quitter l'Algérie

"Les textes âprement négociés (des accords d'Evian) ... *n'auront guère été appliqués. Ils devaient fournir le cadre de la cohabitation d'un peuple indépendant avec une importante communauté française"* écrit *Le Monde* dans son éditorial du 18 mars. La communauté française en question, le million de pieds-noirs environ, a évacué l'Algérie trois à quatre mois après l'accord d'Evian: très peu sont restés. L'Association des Rapatriés d'Algérie, le Recours, a décidé de faire du 19 mars une journée de deuil afin de *"bien rappeler que la guerre d'Algérie ne s'est pas terminée ce jour-là et que les nombreuses victimes des mois suivants ne devaient surtout pas être oubliées"*.

Mais dans son ensemble la presse et les organisations de rapatriés et d'anciens combattants bien entendu se gardent de rappeler les circonstances du départ des pieds-noirs. On écrit que *"malgré le cessez-le-feu l'OAS et le FLN continuèrent de s'affronter en multipliant les attentats"* ce qui renvoie dos à dos les "extrémistes" de tous bords.

En réalité, à partir du 18 mars, signature de l'accord d'Evian, l'OAS a mené une campagne d'attentats comme jamais les villes d'Algérie n'en n'avaient connu. Selon l'historien Alistair Horne *(Histoire de la guerre d'Algérie)* durant moins d'une année l'OAS a tué 2360 personnes et en a blessé 5418 autres. Dès le 20 mars, le lendemain d'Evian, des obus de mortiers tombaient sur la foule des musulmans de la Place du Gouvernement faisant 24 morts et 59 blessés. Les commandos OAS multiplièrent durant trois mois les assassinats, individuels ou collectifs, les atrocités. Au point que les musulmans n'osaient plus se rendre dans les quartiers européens, étant à peu près sûrs d'y être tués. Dans les quartiers musulmans il en résulta même la famine, faute de pouvoir se ravitailler.

Sauf exception, les dirigeants du FLN qui ne voulaient pas donner de prétexte à une remise en question des accords par la France imposèrent aux masses musulmanes de ne pas répondre aux provocations.

Car il s'agissait bien de provocations. Les dirigeants de l'OAS, qui avaient l'appui de la masse des pieds-noirs étaient en train de rendre impossible le maintien ultérieur des pieds-noirs en Algérie. De ce point de vue, il s'agissait d'une politique suicidaire. Mais les dirigeants de l'OAS qui étaient des militaires, et pas nécessairement des pieds-noirs, avaient, eux, compris que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable. Leur avenir politique, ils ne le situaient plus en Algérie, mais en France. Ils se moquaient bien des pieds-noirs qu'ils n'utilisaient que comme masse de manœuvre. Pour eux, plus il y aurait de pieds-noirs enragés et furieux contre le gouvernement De Gaulle qui retourneraient en France, plus ils trouveraient, espéraient-ils, un vivier pour développer un parti d'extrême-droite en France.

En fin de compte les pieds-noirs se sont intégrés en France et le grand parti d'extrême-droite espéré n'a pas vu le jour. Mais cela, en 1962, les dirigeants de l'OAS ne pouvaient pas le deviner.

Non seulement l'OAS s'en prit aux musulmans, mais même, pour finir d'isoler les pieds-noirs, elle attaqua des unités de l'armée française. Le 22 mars trois chenillettes de la gendarmerie sautaient faisant 18 morts et 25 blessés. Le 23 mars deux camions de recrues étaient entourés par la foule et des commandos OAS tiraient dans le tas des conscrits, tuant 7 personnes et en blessant onze.

Ces événements rendirent possible un affrontement entre les pieds-noirs et l'armée: le 23, toujours, l'armée investissait et quadrillait Bab-El-Oued et des combats éclataient avec l'OAS: il y eut trois jours de combats sporadiques qui firent au moins 35 morts et des dizaines de blessés. Le 26, l'OAS appela à une manifestation de protestation. Mais l'armée tira sur la foule faisant 46 morts et 200 blessés.

Ainsi les pieds-noirs se trouvaient donc coupés de tous, du gouvernement français, de l'armée française, et de la population algérienne, la politique d'attentats aveugles ayant rendu tout espoir de réconciliation illusoire. Ce ne sont même pas les Algériens qui ont chassé les pieds-noirs, comme on le laisse croire aujourd'hui.

Le fossé entre pieds-noirs et Algériens datant de bien avant mars 1962. Mais c'est la politique de l'OAS qui a abouti à cet exode gigantesque d'un million de "rapatriés" qui n'était prévu ni par la France, ni par le FLN, et qui a donc rendu inapplicables les textes laborieusement discutés à Evian.

André VICTOR

PCF

Les élections se pointent à l'horizon, Marchais parti pour un deuxième tour?

A quoi cela sert-il de déclarer qu'on s'est trompé pendant 25 ans, et qu'on a trompé les travailleurs (même de *"bonne foi"),* avec la politique d'Union de la Gauche, comme l'a fait Marchais à *l'Heure de Vérité* d'Antenne 2, le 26 février, si c'est pour proposer à nouveau, les 14 et 15 mars suivants, à la Convention nationale du PCF, de recommencer la même politique ? Parce que *"la question de l'union avec d'autres forces politiques — notamment avec le Parti Socialiste — ...se posera nécessairement pour former la majorité de changement que nous voulons..."* ?

Plus les échéances électorales approchent, plus ce *"rassemblement populaire majoritaire"* mythique que les dirigeants du PCF prônaient depuis leur sortie du gouvernement, en opposition à feu l'Union de la Gauche, y ressemble... A ceci près que les dirigeants socialistes ne veulent probablement plus d'aucune alliance avec le PC (seulement de ses voix) et font de l'œil à Stasi ou Devaquet plutôt qu'à Fiterman.

Puisqu'à un an des futures Présidentielles, tous les politiciens partent déjà en campagne (si tant est qu'ils en soient jamais sortis depuis les Législatives d'il y a un an), le Parti Communiste, électoraliste comme les autres, doit préparer la sienne. Et déjà peu après l'émission de Marchais un tract national du PCF, diffusé dans les Hauts-de-Seine, titrait : *"Après "L'Heure de Vérité" de Georges Marchais, poursuivons le débat"*. Et le paragraphe intitulé *"A propos du 2e tour de l'élection présidentielle"* disait : *"Le Parti Communiste... reste disponible pour des accords politiques avec d'autres formations, en particulier le Parti Socialiste. Il a l'ambition de prendre toute sa place à la direction des affaires du pays"*.

Les dirigeants du Parti Communiste semblent mal partis, comme pris à leur propre piège, coincés entre tous les mensonges qu'ils ont faits. Et comment ne plus se couper ?

Après avoir — erreur, a dit Marchais ! — pendant vingt-cinq ans vanté les charmes d'une Union de la Gauche, d'un Parti Socialiste qui, flanqué d'un Parti Communiste fort, iraient tous deux au gouvernement pour le plus grand bonheur du peuple, à condition que le peuple vote bien — les dirigeants du Parti Communiste, devant l'échec manifeste de la camelote qu'ils avaient vantée, et qui non seulement n'a rien changé en bien pour les travailleurs, mais a valu au Parti Communiste la chute de la moitié de ses voix, les dirigeants du Parti Communiste avaient donc donné une tonalité plus "lutte de classe" à leurs propos.

Mais aujourd'hui, au moment, où on arrive au terme d'un an de gouvernement de droite, et à l'approche des prochaines Présidentielles, on discernerait comme un changement, ou comme l'amorce d'un changement dans le langage des dirigeants du PC. A nouveau, ils insistent, ou commencent à insister, sur les élections.

Dur, dur... Car ce ne sont pas les prochaines qui peuvent ouvrir les moindres possibilités : ce seront des élections présidentielles, où le Parti Communiste devra se rallier au second tour au candidat socialiste, après avoir fait un score probablement modeste, ou s'abstenir.

Alors, les dirigeants du Parti Communiste, pour une fois vraiment, pourraient dire la vérité aux travailleurs : que ces élections, encore moins que d'autres — et ce n'est pas peu dire — n'ont strictement aucune importance, ni pour eux, ni même pour le Parti Communiste qui ne peut, que voir confirmée sa faiblesse électorale ; qu'elles exprimeront le glissement à droite de la société, probablement par de bons scores pour le Parti Socialiste ; mais que peu importe ou peu importerait si la minorité combative et décisive de la classe ouvrière, choisissait le terrain des luttes politiques de classe, dans les entreprises et dans la rue, et soufflait un grand coup, par la préparation d'une vraie offensive ouvrière, sur ces amas de bulletins de vote.

Parce que ce qui a manqué, surtout, à partir de juin 1981, c'était de bonnes grèves contre le blocage des salaires ; de bonnes grèves contre les débuts de la "flexibilité" ; de bonnes grèves contre les attaques socialistes contre la Sécurité sociale. Les dirigeants du Parti Communiste, qui en parlent aujourd'hui — et en parlent seulement — ne les ont pas organisées alors !

Mais ce genre de luttes — la lutte de classe, la vraie — les dirigeants du Parti Communiste ne savent plus qu'en parler, surtout dans leurs périodes creuses d'entre-deux élections, quand ils estiment n'avoir rien d'important à faire, de toutes façons, qu'à attendre le retour de la saison des bulletins de vote. Dans ces périodes creuses, ces périodes "sans" qu'ils soient de la variété classique, ou de la variété "rénovateur", ils ressortent démagogiquement les couplets sur "La Révolution, camarades", ou les couplets sur les luttes qui... les actions de masse que... parce que le Parti Communiste a encore dans ses rangs des dizaines de milliers au moins de travailleurs combatifs qui croient aux luttes et au communisme, à la différence de Marchais ou Juquin.

Mais Marchais tout comme Juquin ne parlent des luttes que jusqu'à ce que des élections les ramènent aux choses sérieuses : qu'est-ce qu'on va faire au second tour ? Est-ce qu'il ne faudra pas se désister en faveur du Parti Socialiste ? Sinon, les travailleurs ne comprendraient pas, n'est-ce pas ?

Les militants ouvriers combatifs qui auront cru au langage "de classe" de Marchais, à ses diatribes contre les socialistes ; ceux qui, sans trop savoir quoi faire, n'ont plus envie de remettre cela ; ceux qui au moins pour ces Présidentielles de 1988 ne voient pas d'enjeu et ont envie d'envoyer leur bulletin de vote au diable ; ceux qui veulent lutter contre tout glissement à droite, devraient se poser vraiment la question de lâcher Marchais toujours en retard d'un mensonge, de créer avec tous les autres militants ouvriers combatifs de ce pays un vrai parti communiste, un parti des travailleurs, un parti des luttes. Ce ne serait pas la victoire assurée, car il n'en est pas pour la classe ouvrière. Mais ce ne serait pas la défaite assurée derrière tous ceux, Marchais ou Juquin qui, à des rythmes différents, filent le train aux sociaux démocrates... pour de plus en plus hypothétiques postes de ministres.

Olivier BELIN

MAROC

Le beurre aux banquiers, la mitraille aux peuples

L'Etat marocain vient d'obtenir 200 millions de francs de crédits du gouvernement français. De plus, ses créanciers, réunis au sein du "Club de Paris" dont font partie les hommes d'Etat et d'affaires français, ont accepté d'étaler sur dix ans le milliard de dollars de dettes arrivant à échéance cette année. Une goutte d'eau — payante — dans l'enfer des 15 milliards de dollars de dettes.

Le Maroc n'est pas le pays le plus endetté du Tiers Monde. Mais c'est un de ces nombreux pays où une grande partie de la dette provient d'achats coûteux et inutiles : les armes pour faire la guerre au Sahara, une guerre qui coûte 1 à 2 milliards de dollars par an au Maroc. Coût d'autant plus lourd à supporter que, dans le même temps, les principales ressources marocaines n'ont cessé de baisser : le cours du minerai de phosphate, dont le pays est le principal exportateur mondial, a dégringolé de 30 % ; plusieurs sécheresses successives ont entraîné une chute de la production et des exportations agricoles ; enfin, les devises provenant des envois des travailleurs immigrés ont baissé du fait du chômage. Alors pour payer les dettes de l'armement, les dirigeants marocains ont contracté de nouvelles dettes,... dont les pauvres devraient payer les intérêts.

Les principaux profiteurs de guerre ont été, jusqu'en 1981, les banquiers et les industriels français. La commande de 25 Mirage F-1 passée en 1976 représentait, par exemple, à elle seule, 15 % du chiffre d'affaires à l'exportation de Dassault. Et pour acheter les Mirage de Dassault, les Transall et les Puma de la SNIAS, les blindés de la SAVIEM, et tous les autres matériels de Thomson, Creusot-Loire, Luchaire ou Panhard, le Maroc a dû s'endetter auprès des banquiers et de l'Etat français.

Aucun gros contrat de ventes d'armes n'a été signé depuis 1981 entre la France et le Maroc. Pas pour de prétendues raisons morales ou humanitaires mais, tout simplement, pour des "contraintes financières", comme l'expliquait publiquement François Mitterrand en 1982. Le Maroc devait deux milliards de francs et n'a pas pu payer, en mars 1982, la livraison de 45 Mirage F-1. Un bœing 747 de la Royal Air Maroc fut saisi et le Maroc mis sur la "liste rouge" des mauvais payeurs par Charles Hernu, ministre "socialiste" de la Défense de l'époque. Le gouvernement français voulait remplir son tiroir-caisse avant d'ouvrir de nouveaux crédits au Maroc.

Depuis les livraisons françaises ont repris, mais ce sont les Américains surtout qui ont signé les nouveaux contrats. Car les Etats-Unis sont à la France ce que les grands magasins sont à la boutique : ils offrent plus de crédits. Les accords de ventes d'armes entre le Maroc et les Etats-Unis de 1982 à 1983 firent un bond de 14 à 68 millions de dollars. Seulement, au boulet des anciennes créances françaises s'est ajouté le boulet des nouvelles créances américaines. Et Hassan II a été contraint de renégocier sa dette à plusieurs reprises, et encore une fois cette année.

Pendant ce temps, tandis que les dépenses de l'armée et de la police marocaines absorbent 40 % du budget, plusieurs années d'austérité et de misère accrue ont été imposées au peuple marocain. Pour que les banquiers occidentaux puissent continuer à toucher leurs intérêts, pour que la guerre au Sahara puisse continuer, Hassan II n'a pas de pain mais de la mitraille à offrir à son peuple, comme lors des émeutes de la misère de janvier 1984.

Annick JALERIAN

SÉNÉGAL

Face aux étudiants en grève, le gouvernement a reculé

Le *Pouvoir aux Travailleurs*, mensuel de l'UATCI (Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes), a consacré l'éditorial de son numéro du 2 mars, que nous publions ci-dessous, à l'agitation étudiante au Sénégal.

"A l'université Cheikh Anta Diop (nouvelle appellation de l'université de Dakar), un mouvement de grève, déclenché le 22 janvier dernier par les étudiants pour revendiquer une amélioration de leurs conditions d'études, a pris fin seulement le 26 février (un peu plus d'un mois plus tard).

Dès le début du mouvement, les forces de répression n'ont pas hésité à intervenir brutalement au campus universitaire. Il y aurait eu officiellement 27 blessés dont un blessé grave, plusieurs arrestations, 80 chambres saccagées, etc. Les étudiants, eux, parlaient même de deux ou trois morts et de plusieurs disparus.

Pourtant, les revendications des étudiants étaient simplement dictées par les difficultés de leur situation matérielle. Par exemple, les étudiants sénégalais d'origine modeste ont, en principe, une bourse mensuelle de 26.400 FCFA. Ceux qui sont considérés comme moins démunis ne bénéficient que de la moitié de cette bourse. Pour les étudiants qui, à défaut d'une chambre en résidence, sont obligés de louer une chambre à l'extérieur, la situation est encore plus difficile car le loyer en ville n'est pas moins de 10.000 FCFA.

A cela s'ajoutent les problèmes dus au manque d'hygiène : bâtiments vieux et sales, repas "indigestes", draps pas régulièrement renouvelés, etc. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la revendication des étudiants, qui concernait au début le seul retard des paiements de bourse, ne s'élargisse rapidement à leurs conditions de vie générales.

Les étudiants ont en effet revendiqué, entre autres, la réfection des bâtiments, le respect des franchises universitaires (sorte de loi non écrite qui, théoriquement, interdit dans tous les pays l'entrée des campus aux "forces de l'ordre"), le départ du directeur du COUD (Centre des Œuvres Universitaires de Dakar). A ces revendications se sont ajoutées, après la répression, d'autres revendications telles la libération de leurs camarades arrêtés, une commission d'enquête sur les "disparus", etc.

La grève des étudiants, partie de l'université Cheikh Anta Diop, s'est étendue très vite aux différents établissements primaires et secondaires ainsi qu'au CESTI, l'école du journalisme. Face à l'ampleur de la mobilisation estudiantine, le gouvernement sénégalais a cédé sur tous les points, sauf un : le directeur du COUD est toujours maintenu dans ses fonctions. Mais l'essentiel est que les étudiants aient fait aboutir leurs revendications. Et c'est au moins avec un sentiment de satisfaction qu'ils ont décidé la fin de la grève.

Le mouvement des étudiants sénégalais rappelle par bien des côtés celui de leurs camarades français : d'abord par la mise en place d'un comité de grève appelé "coordination" des étudiants de Dakar ; ensuite par certains de leurs mots d'ordre tels que *"Plus jamais ça"*, *"Babacar Senghor, tu as zéro à ta copie de gestion"*, etc.

Les étudiants ne sont certainement pas les plus à plaindre dans ce pays où même le simple fait de pouvoir étudier, et à plus forte raison étudier à l'université, est déjà un privilège. Mais il n'empêche que les étudiants ont tout de même eu raison de se battre pour améliorer leurs conditions de vie. Et malgré la répression qui s'est abattue sur eux, ils ont quand même montré que quand on se bat, on peut changer beaucoup de choses, on peut faire reculer les gouvernants.

Si les étudiants ont des revendications, les travailleurs en ont mille fois plus dans ce pays. Ils ont des revendications concernant leurs salaires, leurs conditions de travail et la cherté de la vie. Ils sont des millions, ceux qui sont défavorisés, et s'ils sont déterminés à faire aboutir leurs revendications, ils peuvent par leur mobilisation faire reculer le gouvernement et les exploiteurs. Ce que les étudiants ont été capables de faire, les travailleurs peuvent aussi le faire, et même mieux. Ils en sont d'autant plus capables qu'ils sont plus nombreux et mieux placés, de par leur place dans l'économie."

(AFP)

Il paraît que le peuple marocain doit beaucoup aux banquiers français...

(AFP)

...Mais combien les bourgeois français ont-ils extorqué aux ouvriers marocains ?

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La direction de BMW contrainte de réintégrer quatre syndicalistes licenciés

En Allemagne, la direction de BMW a dû, aux termes d'une bataille juridique qui a duré trois ans, réintégrer quatre syndicalistes de l'usine de Berlin-Spandau - Peter Vollmer, Rainer Knirsch, Hans Köbrich et Gürsel Sucsuz — qu'elle avait licenciés en avril 1984, les jugeant trop radicaux (voir *LO* n° 943 du 28.6.86).

Jusqu'à cette date, ces syndicalistes étaient les délégués les plus connus du Comité d'entreprise, membres de la section de l'IG-Metall (la branche Métallurgie de la confédération DGB) de l'usine de Berlin-Spandau, qui emploie 1.800 travailleurs et fabrique des motos.

Aux élections d'avril 1984, qui devaient réélire les membres du Comité d'entreprise, la direction de BMW intervenait pour menacer de représailles l'ensemble du personnel si devait être réélu un Comité d'entreprise non conforme à ses souhaits. Une liste concurrente de celle des élus sortants fut présentée, composée d'autres membres de l'IG-Metall s'affirmant *"modérés", "hommes de bon sens"*, et bénéficiant du soutien de la direction. La direction de l'IG-Metall refusait de prendre parti entre les deux listes... La liste "modérée" obtenait 60 % des suffrages, contre 40 % aux délégués sortants. Ceux-ci furent cependant tous écartés, la nature majoritaire du scrutin ayant été décidée pour la circonstance... Et aussitôt, la direction licenciait trois des élus sortants, que devait bientôt rejoindre un quatrième syndicaliste.

En Allemagne, où d'ordinaire les relations entre patrons des grandes firmes et syndicats sont polies et respectueuses de certaines formes, cette affaire avait fait quelque bruit.

Les tribunaux donnèrent tort à la direction de BMW, l'obligeant à reprendre les militants syndicalistes, qu'elle licenciait à nouveau aussitôt... Ce petit jeu dura trois ans. La direction de BMW perdit plusieurs dizaines de procès et les syndicalistes reçurent, en tout, à eux quatre, 19 avis de licenciement !

Aujourd'hui, au terme de ces dizaines de procès, qui ont coûté des millions de deutsche Marks à BMW en amendes, les syndicalistes ont pu réintégrer leur poste à Spandau, même si BMW se réserve encore le droit de traîner Gürsel Sucsuz (d'origine turque) en justice.

Et non seulement ils ont retrouvé leur emploi, mais aussi leurs responsabilités syndicales : les tribunaux ont cassé les élections de 1984 et de nouvelles élections viennent d'avoir lieu les 25 et 26 février 1987.

Les quatre délégués dont la direction voulait se débarrasser ont présenté, avec leurs camarades, une liste : "Fairness und Demokratie", face à la liste patronale des "Hommes de bon sens", toujours présente. Les deux listes portaient encore le même sigle de l'IG-Metall.

Les "Hommes de bon sens" ont mené leur campagne en faveur d'une collaboration "raisonnable" avec la direction : *"Nous soutenons les gens qui protègent nos emplois, les gens qui veulent le calme et la sérénité dans l'entreprise"*, disaient-ils dans leurs tracts, et ils attaquaient la liste concurrente. Bien sûr, dans le contexte social et politique, et en particulier dans l'usine même, qui se porte bien et paie des salaires relativement élevés, ces mots d'ordre trouvent quelque écho.

Malgré cela les syndicalistes de "Fairness und Demokratie" ont rencontré un soutien chez les travailleurs. Sur 1.725 votants (soit 88,7 % du corps électoral, ce qui ne s'était encore jamais vu), et 1.499 suffrages exprimés, ils ont eu 647 voix (soit 43 % des voix) ; les "Hommes de bon sens", eux, obtinrent 852 voix. En 1984, ces militants syndicalistes combatifs, "lutte de classe" pourrait-on dire, avaient obtenu 40 % contre 60 % pour leurs concurrents. Ils représentent désormais une forte minorité au CE (6 mandats sur 15).

Ce résultat est une victoire. Les ouvriers ont fait mentir le président de BMW qui déclarait aux actionnaires en juillet 1986 à Munich que tout le personnel des usines de Berlin-Spandau soutenait les "Hommes de bon sens".

Les deux parties portent toujours l'étiquette de l'IG-Metall. Pourtant, dans un premier temps, l'IG-Metall avait décidé de refuser toute aide matérielle et syndicale à l'une comme à l'autre et de s'opposer à ce qu'elles portent le sigle syndical. Puis les bureaucrates de l'IG-Metall ont changé d'avis : il est vrai qu'ils se seraient exposés à la risée publique s'ils avaient exclu, du syndicat cette fois, les contestataires tant de fois licenciés par BMW.

Les Volkswagen ont un trou dans la caisse et du flottement dans la direction

Ça licencie chez Volkswagen, en Allemagne fédérale. Et ça licencie chez les hauts, très hauts cadres. Une petite brochette d'entre eux vient d'être virée, sans préavis. Pour les indemnités, c'est autre chose, ils se sont probablement déjà servis puisque c'est à la suite de la découverte d'un "trou" de 480 millions de deutsche Marks (environ un milliard et demi de francs si on met le Mark à 3 francs) qu'ils sont remerciés.

Evidemment, ça fait du bruit dans l'Europe de l'industrie et de la finance. Des filouteries en grand, les bourgeois connaissent, mais en si grand et en si simple !

Car c'est somme toute facilement que le plus gros trust automobile d'Europe a perdu quelques centaines de millions de francs. Presque "normalement" comme l'expose l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*.

Les courtiers en devises de la place de Francfort auraient supputé quelque chose depuis quelques mois. La société Volkswagen, le bruit s'en répandait paraît-il depuis octobre dernier, reposait sur un stock gigantesque de dollars achetés très cher. Si ces dollars étaient échangés contre des Marks, Volkswagen pouvait accuser des pertes de plusieurs centaines de millions de Marks du fait de la forte baisse du cours du dollar. *"C'est arrivé, et pire encore que ce qu'on attendait..."*

Certains dirigeants du trust, et avec eux la grande presse, disent que ce ne serait pas une simple "faute" mais une escroquerie. Plainte a été déposée auprès du procureur de la République.

Comme tout grand trust, Volkswagen possède son propre service bancaire et financier. Aussi important que certaines banques. Il faut bien qu'une grosse firme qui fabrique et vend dans le monde entier ait des services spécialisés dans les transactions en devises, et, du coup, au passage, dans les spéculations sur les devises. Jusqu'où va la transaction monétaire, reflet de l'échange des marchandises d'un pays à l'autre et d'une monnaie à l'autre, et où commence la spéculation sur les devises ? Où commencent les profits financiers ? La question est philosophique.

Renault, comme Peugeot, comme Volkswagen, ont de tels organismes qui réalisent de véritables profits financiers... ou des pertes. Et parmi les gens de ces divisions financières ou leurs petits copains, certains peuvent aussi se sucrer au passage. Eux. Personnellement. Certains hauts cadres de Volkswagen auraient pu prendre leur commission sur des pertes dont ils auraient été complices par exemple... Ce sont des hypothèses de la grande presse. Mais il est probable aussi que des responsables de Volkswagen aient seulement fait de grosses erreurs dans leurs manipulations monétaires, n'aient pas envisagé cette baisse du dollar dont on ne voit pas trop le bout, et, par crainte du pire en attendant encore, aient seulement perdu le gros paquet pour avoir gardé trop longtemps trop de dollars... Ce qui vaut à certains leur place, histoire probablement de dédouaner le PDG !

Mais tout ça, c'est quand même grâce aux profits faits sur la sueur et la peau des travailleurs. Là-bas comme ici, en RFA comme en France, les travailleurs s'entendent dire qu'il faut se serrer la ceinture, accepter les salaires bloqués, les licenciements. Pour sauvegarder et défendre l'industrie nationale ! L'automobile nationale ! Produire allemand ! Produire français !

Mais ceux qui se sucrent, ils ne sont pas chauvins. Ils ne roulent pas pour la grandeur de la nation en sacrifiant allègrement Marks ou francs aux dollars, ou vice-versa. Ils roulent pour leur pomme.

Et ces profiteurs, responsables des grands trusts, ce sont ceux-là qui répondent aux travailleurs qui revendiquent que ce n'est pas moral, que ce n'est pas civique, que 1000 francs ou 300 Marks d'augmentation de salaire, ce serait l'écroulement de l'économie !

Les dirigeants de Volkswagen viennent de se faire arnaquer d'une somme équivalente aux gains annuels de la société. Bravo ! Ça veut dire qu'ils peuvent ! Dommage qu'ils n'aient pas été allégés de cette somme par les travailleurs en lutte.

Cela confirme que les trusts ont les moyens. Il reste seulement aux travailleurs à trouver les leurs.

Michèle VERDIER

Aux quatre coins du monde : des réactions po

YOUGOSLAVIE

La classe ouvrière contre le blocage des salaires

Une vague de grèves a surgi en Yougoslavie à la suite de la décision du gouvernement d'instaurer un blocage des salaires. Le mouvement aurait éclaté d'abord dans des entreprises de Zagreb en Croatie (la deuxième ville du pays) — une dizaine selon le journal *Le Monde* du 18 mars, une quarantaine selon *Le Figaro* de la même date — puis se serait étendu en Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Serbie selon le premier, à d'autres centres de la Croatie, Split Rijeka, Pula, Zadar et Karlovac, selon le second.

Cela fait déjà plusieurs années qu'il y a des grèves en Yougoslavie, pays se disant "communiste", mais ces derniers jours elles se seraient accélérées à un rythme jamais vu.

La Yougoslavie a une dette extérieure de près de 20 milliards de dollars et l'inflation depuis le début de l'année a atteint un rythme annuel de l'ordre de 130 %. Comme dans n'importe quel pays capitaliste, ou comme dans n'importe quel pays dit "socialiste", c'est sur le dos de la classe ouvrière que les dirigeants politiques aident les profits à se maintenir malgré la crise. Et on peut voir que l'étiquette "communiste" ne fait rien à l'affaire. Pas plus que celle de "socialiste" dont un gouvernement peut s'affubler, en France, en Espagne ou en Grèce, ne rend sa politique différente de celle d'un gouvernement dit de droite. C'est à la classe ouvrière que les uns comme les autres s'en prennent, et ils essayent partout de faire reculer son niveau de vie, en tapant dans ses besoins élémentaires.

Alors qu'en Yougoslavie les salaires dépassent rarement plus de 1.000 francs par mois, les mesures d'austérité en question font des coupes de 17 % à 30 % de leur montant. Qui plus est, les travailleurs se sont vu réclamer le "trop perçu" des mois de décembre 1986 et janvier 1987. Ce qui s'est traduit, additionné aux crédits et aux autres remboursements, par une enveloppe presque vide quand ce n'est pas par une dette sur la paye de février. De quoi effectivement provoquer la colère ouvrière. Les fonctionnaires d'Etat de ces pays sont aussi durs aux travailleurs, aussi cyniques à leur égard que les hommes d'affaires ou d'Etat bourgeois. Ils sont seulement plus aveugles et obtus et ce ne serait pas la première fois qu'une révolte, en Europe de l'Est, serait déclenchée par leur arrogance imbécile.

Toujours est-il que les travailleurs yougoslaves acculés — d'autant plus que, depuis quelques années, les portes de l'émigration vers l'Allemagne ou la France, du fait de la crise, leur sont pratiquement fermées — prouvent qu'ils préfèrent se battre que subir. Ils montrent que dans ce pays où seuls les syndicats officiels ont le droit d'exister et sont du côté du pouvoir, la grève est quand même possible.

La lutte contre les conséquences de la crise du système capitaliste ne s'arrête ni aux frontières, ni à aucun rideau de fer ou de flanelle, ni aux étiquettes dont s'affublent les régimes qui, au nom d'un communisme usurpé, ne servent qu'à opprimer les travailleurs et à maintenir l'ordre capitaliste mondial.

LE NATIONALISME PIEGE POUR LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Cependant que le mécontentement monte au sein de la population yougoslave, resurgissent également des problèmes nationaux. *Le Monde* du 18 mars rapporte qu'un mouvement de contestation à Lubljana en Slovénie, s'est développé chez les jeunes et en particulier à l'Université, en même temps que parmi les intellectuels. Parmi les plus connus de ceux-ci, il en est qui se sont exprimés ouvertement sur le terrain du nationalisme slovène dans la revue *Nova Revija*. Mais la contestation ne se limite pas aux écrits de quelques intellectuels.

Cela s'est traduit entre autres par le refus des jeunes de se plier au rituel de la célébration de la journée de la jeunesse, qui correspond à la célébration de l'anniversaire de Tito. Ce n'est certes pas la première manifestation de mécontentement qui se déroule en Yougoslavie sous le signe du nationalisme. Aujourd'hui, c'est le nationalisme slovène qui s'oppose au centralisme de l'Etat yougoslave, qui affecte la province la plus riche du pays. Mais cela fait des années que dans la province la plus pauvre, le Kossovo, proche de l'Albanie, le mécontentement et l'opposition au régime empruntent le canal du nationalisme pro-albanais.

La Yougoslavie est composée d'une mosaïque de nationalités différentes que ni le traité de Versailles après la Première Guerre mondiale, ni la Seconde Guerre mondiale, ni finalement plus de quarante années de régime titiste, n'ont réussi à fondre en une seule et même communauté solidaire. Avant le Moyen-Orient, pendant des décennies, c'est en Europe Centrale, et particulièrement dans les territoires qui composent l'actuelle Yougoslavie, que les massacres entre communautés nationales ont fait rage. Et c'est là que le terme "balkanisation" a vu le jour. On y voit resurgir aujourd'hui des problèmes nationaux qui, avec la crise économique et politique pourraient bien s'exacerber. Et pour cause, car tant qu'il existe un régime de dictature et d'oppression, les inégalités et les arbitraires empruntent les canaux existants des divisions nationales, masquant le plus souvent les divisions sociales.

C'est pourquoi l'un des dangers qui menacent la classe ouvrière de Yougoslavie, est que sa lutte puisse être dévoyée vers les nationalismes en résurgence. Ce qui s'est produit dans un pays comme la Belgique — pays industrialisé bien plus développé et démocratique que la Yougoslavie —, où les affrontements entre Flamands et Wallons font régulièrement suite aux luttes sociales, peut se produire demain dans un pays comme la Yougoslavie, avec des conséquences bien plus dramatiques.

L'autre danger qui guette les travailleurs yougoslaves, c'est une intervention plus brutale de l'armée dans la vie politique avec un resserrement de la dictature sous son égide. L'armée est d'autant plus le dernier rempart de l'Etat yougoslave centralisé, qu'elle en est le corps le plus unitaire. Plus que n'importe quelle autre des administrations.

Le Monde du 18 mars rapporte que des hauts cadres de l'armée, habituellement silencieux, ont lancé un avertissement à la suite des manifestations du nationalisme en Slovénie : *"Une attaque contre Tito est une attaque contre notre révolution et contre les acquis de la guerre de libération, et notre contre-attaque sera résolue et sans compromis"*, ont-ils affirmé.

Cette intervention était en principe destinée à stigmatiser les excès des "nationalistes" et de la "droite bourgeoise", mais elle pourrait tout aussi bien servir contre les travailleurs.

Louis GUILBERT

Un tremblement de terre vient de ravager toute une province de l'Equateur, peut-être le plus pauvre parmi les pays pauvres d'une Amérique latine qui en compte beaucoup. La terre, en bougeant, a éventré les canalisations pétrolières par laquelles le carburant était acheminé jusqu'à la côte pour être exporté. Le pétrole était acheté de moins en moins cher et le pays tentait de compenser tant bien que mal en augmentant les quantités vendues. Avec le tremblement de terre, c'est terminé : les pipelines sont hors d'usage.

Le gouvernement a annoncé qu'il ne pourrait pas rembourser comme prévu les quelques milliards de dollars que devait prochainement régler l'Equateur aux banquiers américains et européens. L'Equateur n'a plus que son café à vendre et les cours du café ne valent pas mieux que ceux du pétrole.

Et puis ce même gouvernement a, pour faire la preuve de ses capacités aux yeux des banquiers étrangers, décidé une augmentation générale des prix. De cette façon, tous les pauvres du pays, même ceux qui avaient eu la chance de se trouver dans des secteurs épargnés, paieront le séisme.

A Quito, la capitale, les étudiants ont manifesté contre cette décision cynique.

Et demain, en Equateur ou ailleurs, après les étudiants, ce sont les masses urbaines, ouvriers et chômeurs qui prendront le relais.

L'impérialisme a concentré, ces vingt dernières années, la population du Tiers Monde dans les grandes villes. De la ruine des campagnes sont nés d'énormes bidonvilles. Dans la plupart des pays d'Afrique, d'Amérique latine, il y a aujourd'hui plus de pauvres rassemblés qu'il n'y en a

BRÉ

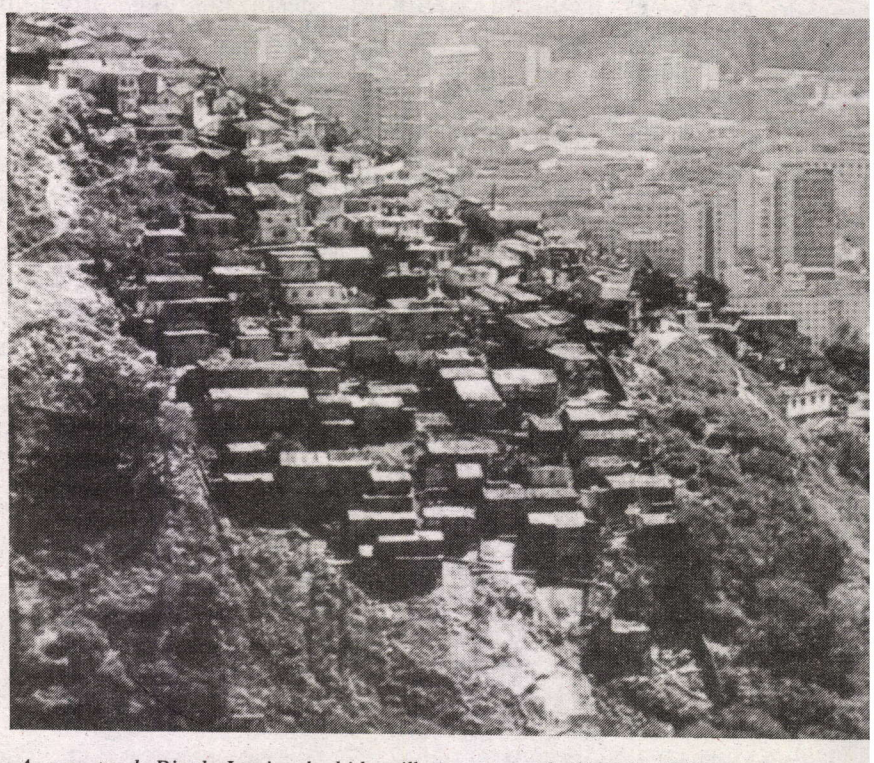
Le gouvernement néga à l'ombre des

Face a une inflation qui se développe de nouveau à un rythme extrêmement rapide — plus de 16 % en janvier, sans doute plus de 15 % en février, soit plus de 35 % pour les deux premiers mois de l'année — la dégradation du niveau de vie de la classe ouvrière s'accélère et les conflits sociaux se multiplient au Brésil.

Tout cela n'est pas nouveau. Durant toute l'année 1986, le coût de la vie n'avait cessé d'augmenter, malgré les deux plans "Cruzados" mis en place par le gouvernement. Le blocage des prix s'était surtout traduit par le blocage des salaires et des revenus de la fraction la plus pauvre de la population du pays, provoquant de nombreuses grèves.

Car parallèlement à une hausse de prix nettement ralentie, mais pas jugulée, masquée par les chiffres officiels, mais qui faisait abstraction du marché noir, les plans gouvernementaux avaient provoqué une raréfaction des produits de première nécessité sur le marché, tels le lait et la viande, les producteurs organisant la pénurie en bloquant leurs livraisons, dans le but de faire pression sur le gouvernement.

Aujourd'hui, l'inflation a



Aux portes de Rio de Janeiro, les bidonvilles ne cessent de s'étendre (AFP)

ulaires face à la crise

jamais eu dans l'histoire. Et cela au moment où les banquiers et les chefs des trusts d'Amérique et d'Europe serrent le nœud coulant.

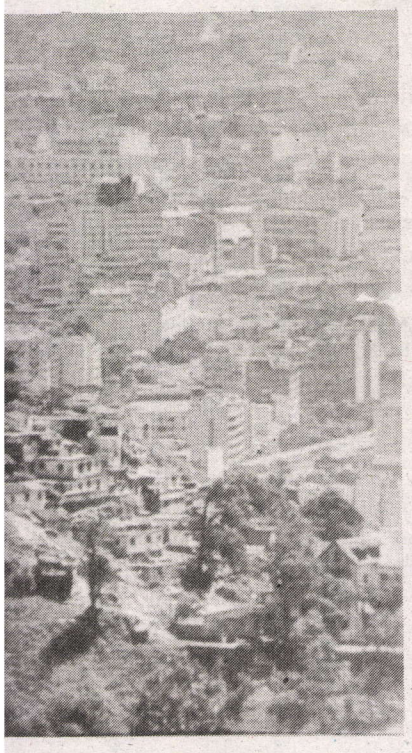
Les émeutes, les manifestations qui surviennent aujourd'hui annoncent des révoltes et sans doute des révolutions qui seront faites par les masses urbaines pauvres des pays du Tiers Monde. La révolte prend naissance dans les villes plus que dans les campagnes: la classe ouvrière du Tiers Monde existe et commence à dire son mot.

Pierre VERNANT

ie avec les grévistes baïonnettes

repris une allure telle qu'elle ne peut plus être niée, provoquant des réactions ouvrières.

Entre autres celles des cinquante-cinq mille travailleurs de la Pétrobras — société pétrolière nationale — qui ont occupé les raffineries pour discuter de l'éventualité d'une grève pour l'obtention d'une augmentation de salaire de 73 %, alors que leur direction ne proposait que 38 %. Le gouvernement a envoyé l'armée. Les soldats et les chars ont investi les raffineries pour en déloger les travailleurs. Et si les militaires ont été finalement retirés parce que, paraît-il, un accord était en vue, il n'empêche que les négociations ont lieu à l'ombre des baïonnettes.



Il en va de même dans un autre conflit, celui des marins de la marine marchande. Ceux-ci étant en grève depuis trois semaines, la marine de guerre a menacé de faire occuper les ports du pays et a paraît-il dans certains d'entre eux, commencé à mettre sa menace à exécution.

Sarney s'est présenté comme l'incarnation d'une évolution douce, contrôlée, pacifique et sans heurts, de la dictature brésilienne à la démocratie. Mais s'il a pu jusqu'à présent occuper le devant de la scène politique à la place des militaires, il n'en reste pas moins qu'il fait de ces militaires l'un des instruments de sa politique. De manière voilée jusqu'à présent. De plus en plus ouverte aujourd'hui.

Et il y a, dans l'armée brésilienne, plus d'un officier qui rêve d'être autre chose qu'un instrument et qui trouve, comme ce général Medeiros, ancien chef du service qui, sous la dictature, jouait le rôle d'une police politique, que *"le gouvernement manque de fermeté"* face à une classe ouvrière brésilienne combative et qui refuse de faire les frais d'une politique d'austérité dont le seul but est de sauver la mise aux capitalistes.

Jean-Pierre VIAL

MADAGASCAR

La population s'insurge contre la misère

Etudiants et travailleurs en grève face à la police lors des manifestations de 1972

Depuis plusieurs semaines, des émeutes ont éclaté à Madagascar, les émeutiers s'en prenant aux magasins de détail, rappelant les émeutes de la faim qu'ont connues plusieurs pays pauvres où la population fait les frais des mesures de "redressement" économique imposées par le Fonds Monétaire International.

Les émeutes ont éclaté le 26 février à Antsirabé — une ville de 150 000 habitants, l'une des plus industrielles du pays — et se sont étendues, depuis le 9 mars, aux villes de Tuléar, Farafangana, Fianaranstoa, Tamatave. Mercredi 11 mars, les affrontements avec la police ont officiellement fait 14 morts (dont 11 parmi les forces de l'ordre — mais c'est la version officielle...), des dizaines de blessés et la police a procédé à une centaine d'arrestations. L'armée patrouille dans les villes.

Depuis quelques années, la sous-alimentation et la disette se sont généralisées dans le pays. Madagascar est aujourd'hui obligé d'importer du riz — l'aliment de base de la population —, alors que le pays pouvait, il y a seulement quelques années, en exporter. Les diminutions des importations décidées par le gouvernement pour économiser les devises dans le cadre de l'austérité imposée par le FMI avaient déjà provoqué des émeutes en novembre dernier, à Tamatave, le plus grand port du pays. De plus, depuis deux ans, le régime a "libéralisé" tout le système de la collecte, du transport et de la distribution du riz, ainsi que de quelques autres produits alimentaires, qu'il contrôlait totalement auparavant. Tout cela a provoqué une hausse des prix du riz au marché noir : ils y sont trois fois plus élevés que dans les magasins d'Etat, où l'on ne peut se procurer le riz qu'avec une carte de rationnement et après une longue attente. Au marché noir, le kilo de riz peut atteindre 3,20 F, quand le salaire moyen d'un ouvrier est de 160 F par mois... La libéralisation de la distribution a permis à la petite-bourgeoisie commerçante de spéculer sur le riz, l'achetant à bas prix pour le revendre au prix fort quand il y a pénurie, par exemple dans les périodes de "soudure" entre deux récoltes, comme en mars-avril justement.

Les émeutes d'Antsirabé auraient eu pour point de départ un incident entre un commerçant indien et un client malgache. A Madagascar, tant en brousse que dans les villes, le petit et le moyen commerce est monopolisé par la communauté indo-pakistanaise. Ils sont 25 000, installés de longue date dans l'île, et constituant la partie visible, aux yeux de tous, de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Le plus souvent, ils vendent des tissus et de très nombreux produits importés, des boissons, des piles, des stylos, quelques produits alimentaires. Et ce sont à ces symboles de la richesse, à ces magasins qui regorgent de produits le plus souvent inaccessibles pour elle que la population s'en est prise, les émeutes de la faim prenant de ce fait un caractère racial que la presse a relevé en France.

Aujourd'hui, semble-t-il, c'est la petite-bourgeoisie indienne qui fait les frais de la révolte des pauvres. Elle n'est pas la seule, ni même sans doute la principale responsable de l'appauvrissement dramatique du pays et de la population. Elle n'est pas directement responsable de la gabegie du gouvernement et de ses fonctionnaires corrompus, ni de l'âpreté au gain des puissances financières qui s'abritent derrière les organismes internationaux. Mais, comme pour toute la petite-bourgeoisie commerçante, à Madagascar comme dans tous les pays pauvres, les périodes difficiles sont l'occasion d'édifier des fortunes souvent considérables, pas même investies dans le pays, mais mises à l'abri à l'étranger, en France ou à la Réunion le plus souvent. Les Indiens qui, ces dernières semaines, se sont réfugiés à l'ambassade de France, abandonnant magasins et propriétés, ne partiront pas les mains vides, leur argent les ayant déjà précédés...

Les émeutes populaires vont, peut-être, faire miraculeusement resurgir des stocks dans les magasins, afin de désamorcer le mécontentement, atténuant pour un temps les conséquences de la misère. Mais pour un temps seulement. Car tout reviendra tant que quelques centaines de milliers de commerçants, fonctionnaires, militaires vivront en parasites sur le dos de millions de travailleurs et de paysans pauvres, servant d'intermédiaires pour que la bourgeoisie des pays impérialistes draine l'essentiel des richesses sous forme de paiement des dettes.

Annie DESCHAMPS

25000 suppressions d'emplois programmées

Un plan dit "social" va bientôt être appliqué dans les organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales : pré-retraites à 56 ans et deux mois, pré-retraites progressives, mutations facilitées. L'objectif est d'accélérer les départs "naturels". La presse vient de le rappeler, l'objectif c'est surtout de supprimer 25 000 emplois sur les 190 000 que compte la Sécurité sociale à l'échelle nationale.

L'informatisation sert de justification officielle : près de la moitié des suppressions devrait toucher la région parisienne qui emploie actuellement 45 000 personnes.

L'informatisation, c'est surtout la mise en place du projet "LASER" (Liquidation assistée sur équipement réparti) dans les centres des Caisses Primaires, système qui, lorsqu'il est au point, doit permettre de gagner 48 heures dans les règlements, et accroît le rendement de chaque employé.

Un rapport récent de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) précise : *"les effectifs en trop ou virtuellement surabondants dans les caisses primaires s'élèveraient à 13 000 (dont 8 000 pour la région parisienne) pour les marges de productivité déjà existantes ; pour les potentialités supplémentaires que recèle le système LASER, 10 à 15 000 emplois supplémentaires sembleraient concernés".*

Et puisque, paraît-il, on n'arrête pas le progrès, le système informatisé de demain serait le système "SESAME" (Système électronique de saisie de l'assurance maladie) : chaque assuré disposerait d'une carte à mémoire, style carte bleue, chaque professionnel de santé serait muni d'un matériel de lecture électronique... et abracadabra "SESAME ouvre-toi", ... il n'y aurait plus besoin de "liquidateur".

A côté de cette informatisation des remboursements de prestations, on informatise un peu tous azimuts : la gestion et le paiement des pensions invalidité, la gestion comptable, la gestion du personnel, la tarification des accidents du travail, le contrôle médical.

Cette avalanche de projets est accompagnée par toute une campagne des directions de caisses expliquant que c'est le progrès, qu'il faut se résigner à la diminution des effectifs. Cette propagande est relayée nationalement par la fédération CFDT qui veut se placer en principal interlocuteur dans les négociations sur l'emploi.

Mais on peut mettre tous les arguments techniques en avant, on ne convaincra personne que 25 000 chômeurs de plus dans la période actuelle (par suppression d'emplois disponibles ou par licenciements) c'est un progrès.

Et puis, les employés de Sécurité sociale sont les mieux placés pour savoir que "l'intérêt des assurés" est un vaste bluff. Alors que depuis des années on diminue les remboursements, on supprime la protection sociale pour les chômeurs de longue durée, il est évident que la politique menée actuellement n'a rien à voir avec le progrès social.

Surtout lorsqu'on sait que les suppressions d'emplois touchent également le service social, en pleine période de crise, ou les établissements sanitaires et sociaux gérés par la Sécurité sociale.

En réalité, le gouvernement et la bourgeoisie s'attaquent à la protection sociale et la réduction des coûts de gestion de la Sécurité sociale fait partie de ce plan. Ce n'est pourtant pas que les employés coûtent si cher : un représentant du ministère recevant les employés de la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France) fin 1985 (le ministère était de gauche à l'époque) reconnaissait que la Sécurité sociale était une des entreprises où les dépenses de personnel étaient les plus faibles puisque le coût ne dépassait pas 6 % du budget général. Cela ne les empêchait pas de donner des consignes pour réduire les effectifs.

Plus de rendement... moins d'emplois

Dans les Caisses où l'informatisation a été mise en place, cela s'est traduit par une augmentation du rendement. Dans de nombreux centres de Paris on a demandé aux employés de faire des heures supplémentaires. A Bourges le rendement "souhaité" par la direction est de 80 "familles" (dossiers concernant une même famille) par jour et par personne, alors que la moyenne est aux alentours de 65. La pression au rendement se traduit par l'utilisation maximum des terminaux d'ordinateurs. Comme leur nombre est insuffisant c'est la chasse à l'écran libre pour pouvoir saisir le travail effectué. Et faute de machine disponible la tendance est à augmenter le temps de présense et à remettre en cause les horaires variables. Les employées qui n'ont pas eu le temps de saisir le nombre de dossiers demandé sont convoquées pour explication.

A Rennes, au nouveau centre de Cesson-Sevigné, le personnel a débrayé spontanément pour protester contre les pressions de l'encadrement pour augmenter le rendement...

A la Caisse Nationale Vieillesse, plusieurs débrayages et manifestations des employés à la direction ont eu lieu ces derniers mois pour protester contre le manque d'effectif face à la charge de travail qui augmente.

A la CRAMIF (Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile de France) les employés qui traitent les dossiers invalidité sont surchargés de travail depuis la mise en place de la mensualisation.

Les employés du service du personnel souffrent aussi du manque d'effectif.

PRESSIONS POUR RENDRE LE PERSONNEL MOBILE

Le plan de pré-retraites va contribuer à accentuer la charge de travail dans certains secteurs puisque les emplois ne seront pas remplacés.

Bien que les pré-retraites et les mutations soient annoncées comme "uniquement sur la base du volontariat", il est à craindre que les directions n'exercent des pressions pour pousser les gens à partir ou à accepter des mutations.

Ainsi, à la Caisse d'Allocations Familiales du Havre, la directrice fait directement pression sur les employés pour qu'ils partent. Elle leur a demandé de donner leur décision avant le 20 avril. Ceci alors que le "plan social" n'est pas encore annoncé officiellement, les négociations nationales étant toujours en cours.

Quant aux mutations, elles inquiètent. Car on commence à savoir ce que signifie le volontariat.

Ainsi, à la CRAMIF, 7 agents de maîtrise ont changé de poste "volontairement" de la façon suivante : on vous signale que votre emploi est supprimé, on vous propose tel autre poste de travail, vous avez le choix de refuser, mais on vous prévient, nous n'avons rien d'autre à vous proposer...

L'informatique au service... de la régression

L'informatisation va se traduire peut-être par une gestion plus rapide pour tous ceux qui sont dans une situation "normale". Par contre les cas plus complexes, tous les cas particuliers qui nécessitent une intervention et une appréciation humaine risquent d'être lésés. L'exemple de la Caisse Primaire de Seine-et-Marne en fait foi : c'est la caisse qui, nous dit-on, a la plus grande "productivité"... (si tant est qu'on puisse employer ce terme là où on ne produit rien), si tout va bien dans le dossier. Car le rendement à tout prix lié aux économies d'effectifs fait que les affaires compliquées sont mises de côté, prennent plus de temps qu'avant.

L'examen des dossiers individuels, même dans le cadre d'une législation peu favorable, permet dans bien des cas de régler favorablement des problèmes litigieux, pour valider certains trimestres de cotisations, etc. Et là l'intervention humaine est indispensable.

L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU CONTROLE DES ASSURES

L'autre aspect de l'utilisation informatique est celle du contrôle médical, bien connu des travailleurs.

Ce corps, chargé du contrôle des malades, des médecins, des soins, des tarifs médicaux et pharmaceutiques, a dans les faits toujours eu comme objectif essentiel de faire pression et de sanctionner les travailleurs lors des arrêts de travail ou de réduire les prestations servies. Le projet "MEDICIS" permettra d'avoir accès par le fichier informatique au numéro d'identification du malade, du médecin, du prestataire de soins, de la structure de soins (hôpitaux, cliniques, etc.). Cela permettra de reconstituer le montant des moindres dépenses.

Si cela servait à contrôler les abus dans l'intérêt des travailleurs et de leurs santé en permettant le contrôle pharmaceutique et des prescriptions, il n'y aurait rien à dire. Et la connaissance de statistiques épidémiologiques à l'échelle locale ou nationale, qui permettent une connaissance précise des maladies et du coût qu'elles occasionnent, pourrait constituer un outil utile à la population.

Mais le souci premier est de faire des économies, et cela fait craindre que l'on cherche surtout à lésiner sur les soins.

D'autre part, le système informatique permettra également de contrôler l'activité des médecins conseils de la Sécurité sociale. Un contrôle direct de leur activité les amène à se montrer davantage restrictifs.

CAISSE DE VIEILLESSE (PARIS XIX)

L'Accueil n'encaisse plus

Les portes de la Caisse Vieillesse, rue de Flandre, sont fermées au public. 120 agents d'accueil, soit 80 %, sont en grève pour obtenir un meilleur "déroulement de carrière" et des conditions de travail correctes. Depuis plusieurs semaines, les queues de retraités ou de futurs retraités s'allongent démesurément, à cause en particulier de la "mensualisation" des retraites.

Cette mensualisation a eu des conséquences prévisibles : au lieu de réclamer chaque trimestre, les retraités qui ont des problèmes ou des réclamations, qui sont victimes d'erreurs ou qui ne comprennent pas pourquoi leur retraite est si minable, viennent désormais chaque mois. Ce qui a multiplié le nombre de retraités qui viennent ou qui téléphonent ! Les guichets et le standard sont débordés, ainsi d'ailleurs que la plupart des services de la Caisse. Pour nous les employés, sur le plan des salaires, c'est comme partout, c'est le quasi-blocage, avec quelques dixièmes de pourcents saupoudrés dans l'année. Mais peu d'entre nous osent mettre directement des revendication salariales en avant. La majorité des agents d'accueil a préféré la formulation de "meilleur déroulement de carrière", c'est-à-dire que les augmentations de salaires soient automatiques en fonction de l'ancienneté. Bien évidemment, les syndicats ont souscrit à cette formulation.

Aujourd'hui, jeudi, c'est le 3e jour de grève. Mardi et mercredi nous sommes montés à la direction. La seule réponse qu'elle ait trouvée, c'est... la convention collective. Elle se retranche derrière en prétextant que nous sommes largement au-dessus.

Mais il n'y a pas qu'à l'Accueil que ça rue dans les brancards. Le Standard avait également prévu de faire grève, mais là la direction a cédé sur le déroulement de carrière : la quinzaine de standardistes passeront à l'ancienneté au niveau supérieur.

Chez les Liquidateurs, ça grogne également. Ce sont les mêmes problèmes et lundi, une assemblée réunissait cinquante travailleurs. Une grève est également prévue, seulement pour la semaine prochaine. Il est indéniable qu'à la Caisse, il y a un ras-le-bol général du surcroît de travail, du manque d'effectif permanent et aussi des bas salaires.

Correspondant L.O.

21 mars : les jeunes des foyers manifestent

Ils étaient 330, venus de 56 foyers différents (dont 12 nouveaux), à la Bourse du travail de Bobigny, mardi 17 mars, réunis en une 3e assemblée générale, pour préparer la manifestation nationale des jeunes des foyers du 21 mars à Paris.

Une réunion de travail qui a été d'abord l'occasion de faire le bilan du mouvement. Un mouvement commencé voilà 2 mois maintenant et qui, parti de 4 foyers de la banlieue nord de Paris, en touche aujourd'hui près de 80 en région parisienne et une cinquantaine en province. Le nombre de comités élus en assemblée dans les foyers ayant pour sa part doublé depuis la dernière assemblée générale du 18 février. Au 16 mars, le Comité Inter-Foyers totalisait pour la seule région parisienne plus de 2.000 signatures de son appel-pétition à la manifestation et quelque 1.300 bons de soutien avaient été placés auprès des résidents (soit près de 30.000 F recueillis en région parisienne).

Le mouvement des jeunes des foyers continue également à pouvoir compter sur le soutien de la population puisque plusieurs milliers de francs ont déjà été collectés et que, là où il intervient, sur les marchés, devant les gares, etc., les discussions vont bon train sur les loyers, les salaires, etc.

Le mouvement compte également de plus en plus de soutiens d'organisations puisque, après la CGT et la CFDT voilà quelques semaines, la CNL (la Confédération Nationale du Logement) et la CGL (la Confédération Générale du Logement), deux associations de locataires, apportent le leur.

De même, le mouvement des jeunes travailleurs a gagné en crédibilité. La salle de l'auditorium de la Bourse du travail de Bobigny où se réunissait le CIF le 17 mars était prêtée gratuitement par le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis. De même, la salle de 1.000 m² où aura lieu la fête qui suivra la manifestation, à Vitry, est prêtée gratuitement par le Conseil Général du Val-de-Marne, avec le concours de la municipalité de Vitry. La municipalité de Colombes a promis, pour sa part, des centaines de sandwiches pour la soirée du 21 et celle de Chevilly-Larue a photocopié gratuitement plusieurs centaines d'exemplaires du *Ras-le-Bol* n° 4, le journal du CIF, paru le 16 mars. Autant de résultats de tout le travail accompli par le Comité Inter-Foyers depuis des semaines.

La 3e assemblée générale du Comité Inter-Foyers, mardi 17 mars à la Bourse du travail de Bobigny. Les délégués réélisent le bureau du CIF. Bonne humeur et détermination.

"OUVRIR LE MOUVEMENT AU MAXIMUM"

Comme lors des deux précédentes assemblées générales, la parole a été donnée aux résidents des foyers nouvellement rattachés au CIF.

Un résident du foyer Le Prévost à Paris a dénoncé les *"pressions morales"* exercées par la direction de son foyer qui *"fouille systématiquement les chambres, contrôle et censure les lectures, sélectionne le programme télé, etc." "Nous, nous sommes logées dans un ancien couvent,* expliqua une résidente du foyer Marijolat à Paris, *et la directrice est dans le même style (...) Elle nous reproche notre manière de nous habiller, etc. Au sous-sol, on a les douches. Au 5e, il y a en guise de chambres, les "boxes", dont la cloison ne va pas jusqu'au plafond. Pour l'intimité, c'est réussi ! On a aussi un plafond "qui mouille", etc."*

"On n'a pas arrêté depuis 15 jours, raconta un résident du foyer Marx-Dormoy à Fontenay-aux-Roses, *on se sentait un peu isolé, avec un statut spécial de foyer-résidence appartenant à une personne privée. Maintenant, on a rejoint le CIF. A notre avis, il faut ouvrir le mouvement au maximum, car c'est tous ensemble qu'on peut gagner. Cela dit, notre directrice s'est engagée à ce qu'il n'y ait pas d'augmentation de loyer de plus de 3 % dans l'année et, alors que nous n'avions ni salle commune, ni animation, il semble qu'une salle doive se dégager avec table de ping-pong et baby-foot. On nous a promis aussi de nous installer des cuisines. Nous n'avions jusqu'à présent ni self, ni droit aux plaques chauffantes dans les chambres..."*

Un résident d'un foyer de Puteaux raconta aussi — dans la bonne humeur générale — comment les résidents s'étaient opposés avec succès à l'expulsion de deux d'entre eux, deux jeunes filles à qui le directeur reprochait d'héberger des petits rats blancs, et qu'il accusait de se droguer. La preuve ? La poudre blanche trouvée dans les chambres. En fait, après examen, c'était... du plâtre, dû aux travaux ! Devant la résolution d'une trentaine de résidents indignés, le directeur a dû faire machine arrière.

LE 21 ET APRES...

La réunion du 17 mars a été aussi l'occasion de rappeler les objectifs du mouvement. *"Ce que nous voulons, c'est gagner,* déclara un représentant du CIF, *notre nombre et notre organisation dans certains foyers nous ont permis déjà des petites victoires. Nous pouvons aussi faire retirer toutes les règles stupides de discipline. Enfin, les différentes hausses directes ou déguisées doivent être annulées (...) Si les gestionnaires nous accordent satisfaction, nous n'engagerons pas l'épreuve de force. Mais si, malgré leurs déclarations ambiguës de solidarité, ils ne veulent rien entendre, nous serons contraints d'aller plus loin. Préparons-nous à aller jusqu'au bout, à engager une grève des loyers. Bien sûr, les gestionnaires prétendent que la grève des loyers, ce sera la fin des foyers (...) Mais accepter la baisse des subventions comme ils le font, c'est déjà la fin des foyers (...) Ils pourraient au contraire se montrer combatifs et s'appuyer sur notre mouvement pour exiger beaucoup des autorités. Mais après tout, à eux de choisir. Eviter la grève des loyers c'est simple, ils n'ont qu'à annuler les hausses. A eux d'être responsables..."*

Mais rendez-vous d'abord le 21 mars à Paris, de Montparnasse à rue du Bac, à proximité du ministère du Logement avec banderoles, slogans et chansons pour une manifestation nationale que les jeunes travailleurs des foyers veulent enthousiaste et dynamique... et dont on a eu un petit aperçu déjà le 17 mars à Bobigny, où les participants ont rodé dans la bonne humeur leurs chants et leurs slogans...

Frédéric FERRIERES

FÊTE de Lutte Ouvrière au HAVRE

Dimanche 29 mars de 12 h à 20 h Salle des Fêtes de Graville

Débats - Expositions Films - Spectacles et animations tout l'après-midi : blues, folk, ballet antillais, musique turque, jongleurs... !

THOMSON (Saint-Denis)

Réaction contre les licenciements

Aux TEX (département Travaux Extérieurs de Thomson), la direction annonçait il y a un mois 194 licenciements... Le secteur le plus touché : le service expédition (SCE) qui assure l'emballage pour plusieurs unités de Thomson-CSF, où 113 employés sur les 311 que compte ce service étaient sur la liste. Dans les autres services, les responsables avaient saisi cette occasion pour "faire le ménage", en désignant des malades, en choisissant tous ceux que la direction considère comme des "boulets", sans se soucier de leur situation.

Le 30 janvier, à l'occasion d'une réunion du Comité d'entreprise, celui-ci était envahi par plus de 300 personnes. Puis, le 4 février, le personnel se retrouvait au cours d'un débrayage, sensiblement aussi nombreux que la semaine précédente, élisant une délégation pour rencontrer le directeur et lui poser un certain nombre de questions, qui, bien évidemment, restèrent sans réponses.

La proposition fut alors faite de se rendre à l'usine de Bagneux, mais elle se solda par un brouhaha général, et la confusion, certains syndicalistes intervenant contre, estimant sans doute qu'il était aventuriste de s'adresser aux travailleurs d'une autre Thomson...

Par ailleurs, à peu près au même moment, dans un autre secteur — le montage du véhicule Crotale — l'inquiétude grandissait. Suite à l'arrêt d'un prototype, le bureau d'études de ce secteur — 13 personnes — n'avait plus de travail. Sur les chaînes, les magasins et les services du Crotale, les travailleurs se posaient des questions, et décidaient au cours d'une assemblée de ne pas attendre que la direction annonce une nouvelle fournée de licenciements. Ils votaient l'organisation de la baisse de la production, ainsi que le refus des heures supplémentaires et des dépannages à l'extérieur. Depuis, tous les matins, à 10 heures presque tous les travailleurs de la chaîne se retrouvent pour faire le point, et discuter des problèmes que chacun peut rencontrer dans l'application de ces décisions.

Durant ce temps, l'agitation au niveau de l'ensemble de l'usine de Saint-Denis n'a pas cessé, ponctuée par des débrayages.

Le 6 mars, une partie des travailleurs des ateliers, dont bon nombre de ceux du Crotale, faisaient le tour des services et entraînaient 250 personnes qui allèrent bloquer le boulevard proche.

Le 11 mars, lors d'un nouveau débrayage qui réunissait 140 personnes, il fut proposé d'aller occuper les bureaux de la direction. Ce furent 75 travailleurs qui allèrent ce jour-là parler à deux doigts des moustaches au sous-directeur et au chef du personnel, une partie restant dans les bureaux jusqu'à 21 heures 30. Finalement, la direction annonçait qu'elle reportait de 15 jours la date des licenciements qui devaient être effectifs le 13 mars.

Il ne s'agit que d'un simple délai, la direction ne se prononçant pas sur l'essentiel — les licenciements —, mais comptant peut-être le mettre à profit pour reclasser quelques-uns des licenciés afin de désamorcer l'agitation à Saint-Denis. Mais les travailleurs ont, eux aussi, un petit délai pour essayer de consolider ce premier recul à leur avantage, et préparer d'autres actions.

ALSTHOM (Villeurbanne)

Encore 250 licenciements annoncés

Mardi 10 mars 1987, la direction a convoqué, d'un côté, les délégués syndicaux, de l'autre l'encadrement, afin d'annoncer les mesures prévues pour les usines de Villeurbanne. En effet, le 19 mars, a lieu un CCE pour *"informer et consulter"* les délégués du Comité central sur un plan de licenciements qui toucherait les usines de Villeurbanne, Aix-les-Bains, Chalon-sur-Saône.

Au programme à Villeurbanne, 230 licenciements, dont 125 licenciements secs. Pour ces derniers, la direction voudrait faire vite et propose dans le même temps des congés-conversion de 5 mois. Les travailleurs qui accepteraient seraient licenciés dès avril. Les autres, en mai.

A l'usine d'Aix-les-Bains, 115 licenciements sont prévus, alors qu'il y a peu de temps, de nombreux travailleurs de Villeurbanne ont demandé leur mutation que la direction a bien sûr encouragée. L'usine de Chalon-sur-Saône est touchée par 70 licenciements. L'usine de Frontenex ferme avec 60 licenciements. Comme on le voit, ce sont des coupes sombres. Les travailleurs habitués à plusieurs FNE les années précédentes ne s'attendaient pas à de telles mesures. A ce jour, c'est la surprise et la consternation. Depuis 1979, à Villeurbanne, l'effectif est passé de 2.800 à 1.600.

Encore 230 personnes en moins !

Pourtant, l'Alsthom se porte bien, et les profits continuent à rentrer. Le groupe déclarait déjà, fin 1985, un bénéfice net de 273 millions de francs. En Bourse, les actions Alsthom ne cessent de grimper. Entre 1985 et 1986, elles ont augmenté de près de 45 %. Comme le groupe va être privatisé, la direction a même eu le culot, trois jours avant l'annonce des licenciements, d'envoyer à tous les travailleurs, personnellement, une lettre les incitant à prendre des actions pour participer ainsi à la "destinée" de l'entreprise !

Une chose est sûre, en tout cas, c'est que le patron fait des profits. Reste à savoir si nos actions à nous (et pas du style de celles qu'il nous invite à prendre en Bourse) ne pourraient pas grimper comme les siennes !

Correspondant LO

PEUGEOT (Dijon)

Licenciements et heures supplémentaires

A Peugeot-Dijon, nous sommes maintenant 900 salariés alors que nous étions 1.600 en 1980. Il n'y a jamais eu de licenciements "secs" et pour l'année à venir, la direction compte de nouveau sur les départs volontaires. Elle s'adresse aux travailleurs de 55 ans pour qu'ils demandent leur licenciement.

Ceux-ci ne demandent pas mieux que de quitter l'usine et la chaîne, tout en sachant que les indemnités de chômage qu'ils doivent toucher jusqu'à la vraie retraite sont faibles : en dessous de 4.000 F par mois pour les OS.

Un camarade disait que ce n'est pas facile à digérer d'aller signer son propre licenciement et beaucoup disent qu'ils attendront une convocation de la direction pour prendre une décision.

Mais ce qui étonne beaucoup d'entre nous, c'est que, dans le même temps, des tournées en heures supplémentaires sont organisées presque chaque samedi matin, avec des volontaires. Et avec le lancement du nouveau modèle Peugeot, dont la fabrication débute en série en avril, il y aura encore davantage de travail.

La direction dit, par ailleurs, qu'en fin 1987, une chaîne d'usinage et montage de transmissions devrait partir. Est-ce une façon de dire qu'elle prend ses dispositions à l'avance ? Bref, quand il y a moins de travail, on licencie. Quand il y en a plus, on prétend qu'il y en aura moins demain.

Et pendant ce temps, pour les patrons du trust Peugeot, ça marche bien ; de l'argent, il y en a : les patrons ont accru leurs profits depuis des années en supprimant du personnel, en faisant du chômage technique, et cette année en faisant faire des heures supplémentaires... tout en continuant des licenciements, malgré tout.

Alors, on n'a pas à se laisser intimider par les justifications ou les bruits que fait courir la direction.

Restaurants du cœur, restaurants de la misère

Le jeudi 5 mars, une équipe de SAMU (ambulancier, médecin, élève-médecin) est allée chercher une fille qui venait d'avoir un malaise alors qu'elle faisait la queue au Restaurant du Cœur depuis 9 heures du matin. Il était près de midi, il y avait encore une file d'environ 300 personnes sur le trottoir. Toute cette attente pour recevoir du pain, des crèmes de gruyère, et quelques pommes dans un sac plastique.

L'équipe qui est allée sur les lieux est rentrée bouleversée, disant : *"On ne pensait pas qu'existaient si près de nous des gens aussi malheureux, alors que l'on nous montre à la télé les frigos européens pleins à craquer de viande... C'est humiliant d'obliger les gens à faire la manche. En plus, on ne peut vraiment pas leur donner grand-chose"*.

"Si près de nous", il y en a aussi qui en ont plein les poches et que la pauvreté ne bouleverse pas, mais dont les pauvres pourraient bien bouleverser la digestion.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

La vie duraille

Tout le monde a lu la supplique de nos directeurs : en cas de grève de transport, il faut tout faire pour rejoindre son poste, à pied, à vélo, en voiture, à cheval, sur les genoux ou sur les rotules, mais venir !

D'ailleurs, on sait comment seront repérés les banlieusards épuisés qui auront suivi ces consignes. On entendra : *"Tiens, voilà l'hagard du Nord ! Tiens, voilà l'hagard de l'Est !"*.

Rapidité à 100 %

Une mesure a été mise en pratique relativement vite au niveau de la pension d'invalidité.

C'est celle qui a permis de rayer la ligne concernant le remboursement à 100 % sur les attestations remises aux assurés au guichet.

La direction de la CRAMIF est plus rapide pour retrancher des acquis que quand il est question de rendre un meilleur service aux invalides.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* de la CRAMIF (Paris 19e)

CHAUSSON (Gennevilliers)

Un pas en avant, deux pas en arrière, la direction hésite

Depuis plusieurs mois, il ne se passe pas de semaines ou de quinzaines sans que pour un problème de conditions de travail trop pénibles, de sanctions infligées imprudemment par un petit ou grand chef, les travailleurs d'un ou plusieurs ateliers de l'usine de Gennevilliers arrêtent le travail, partent dire leur ras l'bol à qui de droit et reviennent... généralement satisfaits, avec même le temps de débrayage payé, ce qu'ils estiment à juste titre être la moindre des choses. La direction voudrait pouvoir marquer des points mais elle n'y arrive pas, elle se hasarde à essayer, mais elle se dégage vite, dès qu'elle craint que l'affaire tourne à son désavantage. Comme tout récemment encore.

Le mercredi 11 mars, un jeune de la chaîne du "Trafic Renault" recevait un avertissement avec menace de licenciement pour insuffisance de production. Aussitôt, la chose se savait, la nouvelle faisait le tour de l'équipe du soir et la colère avec. C'était bien connu que la direction avait ce jeune dans le collimateur : après l'avoir retiré de l'Entretien central où il était ajusteur, elle l'avait déjà trimballé d'atelier en atelier, depuis un an, pour le faire atterrir sur un des postes les plus durs du "Trafic". Comme par hasard ! Comme pour le décourager !

Mais non. Et le dernier coup en vache enhardissait ses copains à refuser de prendre le travail. Devant la réaction, le chef du personnel suspendait l'avertissement, parlait de "regarder le poste" en question mais restait dans le vague et refusait de payer les heures de grève. Le mouvement continuait donc, toute l'équipe du soir. Les travailleurs du "Trafic" en profitaient pour dire leur ras l'bol de cet atelier, réputé pour ses chefs bornés, ses cadences dures, qui permettent tout juste d'aller aux toilettes. Bref, une trentaine de travailleurs décidaient même de tenter d'étendre la grève à l'équipe du lendemain matin et de revenir pour le faire dès 6 heures (bien qu'ils soient restés sur les lieux jusqu'à 23 heures le soir même pour veiller "à ce qu'aucune voiture ne sorte".).

Le lendemain matin, une quinzaine étaient là, aidés par quelques militants de la CFDT, et tous ensemble, ils firent débrayer l'équipe du matin de l'atelier, à laquelle se rallia un fort contingent de l'Entretien central (atelier d'origine du jeune sanctionné par la direction).

Au bout de trois heures de débrayage environ la direction acceptait de recevoir une délégation de grévistes du matin, du soir, de l'Entretien — tout ce qu'on voulait ! —, accompagnés par des syndicalistes, et elle remballait définitivement la procédure qu'elle aurait voulu engager, réintégrait le jeune... à l'Entretien où il était initialement, avant les diverses mutations disciplinaires.

Au retour de la délégation, les grévistes étaient contents mais, tant qu'à faire, décidaient de ne reprendre le travail que si la direction cédait aussi sur le paiement des heures de débrayage et en payait au moins 4. La direction cédait.

Les licenciements chez JAEGER (Levallois)

La direction amuse la galerie avec une commission de reclassement bidon

Chez Jaeger, à Levallois, la direction avait envisagé de licencier, sur un effectif de 650 personnes, 70 travailleurs et d'en faire partir 42 en FNE. Elle a ensuite légèrement révisé en baisse ces chiffres, en accordant une place un peu plus grande aux FNE. Pour le moment, elle prépare 55 FNE et 42 licenciements "secs".

C'est d'autant plus choquant que dans son bilan de fin d'année, la direction parlait d'un "redressement de la situation" et ses comptes laissaient apparaître la coquette somme de 90 millions de francs, gagnée sur le dos des travailleurs de Jaeger.

L'annonce, il y a quatre semaines, du nom de certains licenciés avait provoqué la colère des travailleurs et certains noms avaient été retirés.

Lundi 9 mars a eu lieu une assemblée générale. Des travailleurs pensaient qu'il était temps de faire quelque chose, non seulement pour empêcher les licenciements mais aussi pour marquer le coup car cette fournée de licenciements n'était certainement pas la dernière...

L'assemblée a décidé de se mettre en grève une demi-journée le jeudi suivant.

Mais les hésitations étaient telles que finalement certains syndicalistes de la CGT, eux-mêmes pas des plus décidés, ont mis sur pied le mercredi une nouvelle consultation par écrit proposant non pas une demi-journée mais une heure de débrayage. Sur 269 travailleurs qui se sont alors prononcés, une majorité a opté pour une heure de débrayage le jeudi 12.

Cette heure de débrayage a été occupée à manifester autour de l'entreprise. Les manifestants bloquaient le carrefour, ce qui n'était pas toujours très bien perçu par les automobilistes.

Même si à chaque débrayage ou assemblée générale, jusqu'à présent, on a retrouvé 200 à 250 travailleurs, cette manifestation n'a pas véritablement encouragé les travailleurs à passer à un autre stade de la lutte.

Certains ont préféré démissionner de l'entreprise, sans que pour autant la direction accepte d'en tenir compte pour réduire le nombre des licenciés.

La direction a mis sur pied une commission chargée de reclasser les licenciés. Cette commission a proposé à chacun des licenciés deux ou trois offres d'emploi où se présenter. Mais lorsque l'on sait que pour une offre d'emploi de technicien, il y a généralement 200 candidats ou plus, autant dire que ce n'est pas avec ça que les licenciés ont des chances de se recaser.

Trois travailleurs sont allés demander à la direction de les aider à mettre sur pied une entreprise. Pour le moment, Jaeger ne s'engage pas de trop. Elle pourrait accepter un court moment d'en faire ses sous-traitants, ce qui serait, au mieux, un licenciement différé.

Pour s'opposer aux licenciements, les travailleurs de Jaeger n'ont donc pas tellement d'autre choix que celui de la lutte.

Correspondant LO

La CGC contre le blocage des salaires... des cadres

Marchelli, le président de la CGC (Confédération Générale des Cadres), trouve *"la politique économique de Chirac de bonne qualité"*. Mais pour ce qui est du pouvoir d'achat des cadres, il déclare que ça ne peut pas durer. Selon lui les cadres ont perdu 4 à 8 points de pouvoir d'achat. Marchelli ne veut pas se taire sur les salaires, et sur cette question, il fait plus de bruit qu'Edmond Maire de la CFDT, par exemple, et paraît plus virulent que Bergeron. Il est vrai que ce qu'il réclame ce n'est surtout pas des augmentations pour tous les salariés, mais seulement pour les cadres. Il revendique une redistribution de la masse salariale à l'intérieur des entreprises, au profit du personnel d'encadrement...

On ne pouvait tout de même pas attendre de ce "syndicaliste" cadre, dont le cœur penche à droite, qu'il revendique pour les travailleurs. Mais ces prétendus syndicalistes ouvriers dont le cœur penche, paraît-il, à gauche, en particulier du côté du Parti Socialiste, est-ce qu'on pouvait vraiment attendre d'eux qu'ils prennent à partie un gouvernement de droite qui continue la politique de blocage des salaires de Mauroy et de Fabius ?

Poser la question c'est y répondre.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

L'arnaque

La gestion des horaires avec le nouveau système de badges a des effets saisissants. Ainsi, si on pointe à une seconde de l'horaire, la direction retire une minute sur la paye, soit deux centièmes d'heure. Cela fait un franc lorsqu'on gagne 50 francs de l'heure.

Un franc la seconde, cela revient à compter l'heure de travail à 3600 francs. La direction compterait-elle nos heures de travail à leur juste valeur quand il s'agit de nous les retirer ?

Piège a...ction

Le PDG de la CGE vient de nous écrire ! Il prétend nous donner un bon tuyau : acheter des actions de la CGE qui va être dénationalisée. On aurait même droit à des facilités de paiement et à des rabais.

Les actions CGE, on s'en fout : ce qu'on veut ce sont des salaires corrects.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière *Alcatel-Thomson (Levallois)*

Investissement gouleyant

La semaine dernière, l'entrée du 28 a été bloquée par un camion. Il a bien fallu près d'une demi-heure au livreur pour décharger la quarantaine de caisses de vins fins destinées au restaurant visiteur.

Sans doute, encore un de ses investissements productifs de haut niveau dont se vante tant la direction.

La SNCF donne des bakchichs

La SNCF invite tous les journalistes qui ont parlé de la grève à passer un week-end de ski gratuit avec moniteurs individuels dans la station des Arcs.

Puisque l'ensemble des cheminots grévistes en ont traité de vive voix avec leurs camarades de travail, avec leur famille et avec la population, la SNCF pourrait aussi leur offrir, à défaut d'une augmentation de la paye, ce même séjour.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *SNCF - La Chapelle.*

Il y a 25 ans, le 18 mars 1962, la fin de la guerre d'Algérie

Le 18 mars 1962 étaient signés les accords d'Evian entre le gouvernement français et les représentants du FLN algérien. Après huit ans de guerre, le cessez-le-feu était proclamé et l'Algérie devenait indépendante.

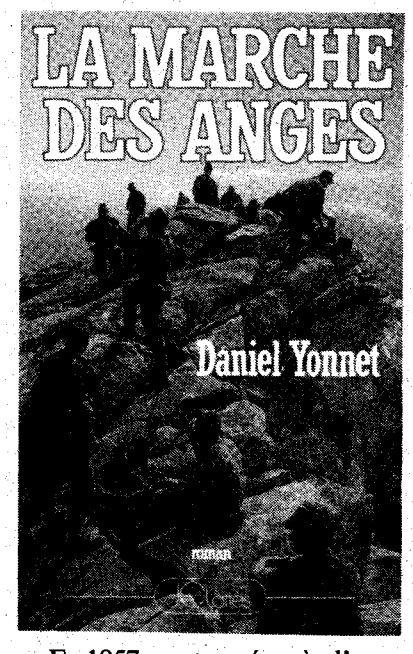
La bourgeoisie française ne s'était résignée à cette solution que parce que, depuis plusieurs années, il était devenu évident que l'armée française ne pourrait pas venir à bout de la lutte armée que les Algériens avaient entamée en 1954 pour leur indépendance.

Nous présentons quelques romans qui montrent les répercussions qu'eurent pour la population française cette guerre coloniale. Car elle eut à en payer le prix, un prix sans commune mesure, bien sûr, avec celui qu'eut à payer la population algérienne.

Huit ans de guerre coloniale en Algérie, succédant à sept ans de guerre en Indochine, eurent bien des conséquences en France. Aujourd'hui, les principaux dirigeants militaires de ces manœuvres sont morts, comme Salan et Erulin, ou à la retraite comme Bigeard et Massu. Mais ils ont entraîné une génération de jeunes cadres de l'armée et de la police (dont Le Pen) à leurs méthodes. Et il reste aujourd'hui encore bien des nostalgiques de la "gégène" et de la torture dans le corps des officiers, ou dans les commissariats.

Mais la guerre d'Algérie ne s'est pas contentée de gangréner l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Elle marqua aussi toute une génération de jeunes appelés sous les drapeaux.

Ils furent deux millions cinq cent mille à avoir vingt ans entre 1956 et 1962. Aujourd'hui, vingt-cinq ans ou plus après ces événements, la plupart de ceux qui ont participé à cette sale guerre n'aiment pas en parler, écœurés par le rôle qu'on leur y fit jouer.



En 1957, cantonnés près d'une mine de plomb aux confins de la frontière tunisienne, les appelés d'une compagnie se demandent ce qu'ils sont venus faire dans ce désert où ils meurent d'ennui. Parmi eux, des jeunes ouvriers, un instituteur. La guerre, ils ne l'ont pas rencontrée jusqu'au jour où leur capitaine les envoie en opération. Ils perdent deux hommes et un fusil mitrailleur. Les officiers vont se servir de ces pertes pour conditionner leurs troupes: il faut venger les copains et récupérer le F.M. Partis à 80, ils ne seront plus que 63 à la fin de la semaine, mais ils auront tué plus d'une centaine d'Algériens, mis à sac et brûlé plusieurs villages, terrorisé les femmes et les enfants, massacré le bétail. Ils auront appris à traquer, à tuer. Et même presque tous ceux qui, au départ, étaient plus conscients que les autres, refusaient la violence, seront devenus enragés en l'espace de quelques jours...

Le plus terrible, c'est l'écrasement moral de toute cette troupe soumise aux ordres de leur officier, un aventurier qui avait déjà fait ses preuves en Indochine. C'est la façon dont ils sont conditionnés. Le roman montre simplement, par quelle logique, comment, en quelques jours, l'armée brise les hommes. Même celui qui dans le récit parle à la première personne, un brave bougre, finit par tuer lui aussi.

Dommage que ce récit concis et percutant soit écrit dans un style parfois vulgaire et se complaise à décrire longuement les hallucinations sexuelles de toute la compagnie. On est souvent tenté, au début, de refermer ce roman-témoignage qui, contrairement aux autres livres cités dans cette page, vient de paraître. Il faut passer outre pour arriver à la seconde partie, chargée d'émotion et de rage impuissante...

Patricia MULLAN

La marche des anges *de Daniel Yonnet. Ed. Jean-Claude Lattès 220 pages, 98 F.*

L'auteur qui milita en France dans un réseau de soutien au FLN, décrit plusieurs épisodes bien réels de la guerre d'Algérie : l'envoi des rappelés par le gouvernement du socialiste Guy Mollet, la quasi-absence de réactions en France, les massacres perpétrés en Algérie par l'armée, la bataille d'Alger et la manifestation des Algériens à Paris en octobre 1961.

Le principal personnage du livre, Nonosse, est un rappelé qui tente d'organiser le refus de partir. Il espérait que *"les syndicats empêcheraient les trains de rouler et les bateaux de naviguer"*. Mais isolés, lui et ses copains se retrouvent disséminés dans des postes du djebel. Nonosse déserte alors et trouve le contact avec le FLN.

L'auteur montre quel pouvait être concrètement le soutien populaire que trouvait le FLN, sans idéaliser pour autant son nationalisme et son terrorisme parfois aveugle. Quant au principal personnage algérien, il s'inquiète de voir des dirigeants *"déjà installés dans leurs fauteuils ministériels..."*

Les milieux colonialistes sont décrits dans toute leur abjection, tout comme les flics qui assassinèrent en octobre 1961 à Paris.

Mais ce qui a peut-être le plus révolté l'auteur, ce fut l'indifférence de la population française. Il évoque sans détour la politique de la Gauche, des socialistes directement responsables de la guerre comme des communistes passifs, sans toutefois bien montrer la responsabilité qu'ils eurent dans la passivité de la classe ouvrière.

La guerre des gusses est surtout un roman dénonciateur, le cri d'une indignation que l'auteur ressent toujours vingt-cinq ans plus tard.

Michel BROUSSE

La guerre des gusses *de Georges M. Mattei, Ed. Balland. 235 pages - 69 F.* Ce livre est paru en 1982.

Ce roman fait revivre la journée du 17 octobre 1961 à Paris, un épisode de la sale guerre d'Algérie si peu glorieux pour la "démocratie" française qu'il semble que tout ait été fait pour essayer de l'effacer de nos mémoires.

Ce jour-là, à l'appel de la Fédération de France du FLN, vingt mille Algériens manifestèrent dans les rues de Paris pour protester contre le couvre-feu qui leur était alors imposé et contre la fermeture obligatoire des cafés nord-africains à minuit.

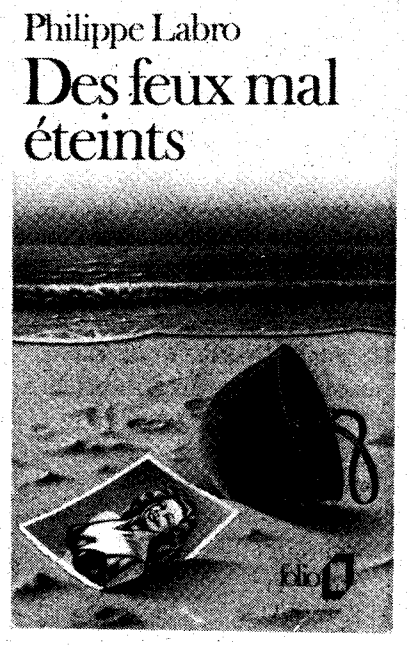
Cette manifestation fut sauvagement réprimée par une police parisienne déchaînée dont les sentiments racistes pouvaient se donner libre cours.

Des centaines d'Algériens furent assassinés, matraqués à mort ou noyés par la police parisienne, alors que le bilan officiel, lui, ne fit état que de trois morts.

Plusieurs passages saisissants de ce livre racontent en termes simples cette journée et brisent le silence qui l'a entourée. Une journée qui, à elle seule, en dit long sur la nature oppressive de l'Etat français.

Jacques FONTENOY

Meurtre pour mémoire, *de Didier Daeninckx. Collection Série Noire n° 1945, 216 pages, 23 F.*



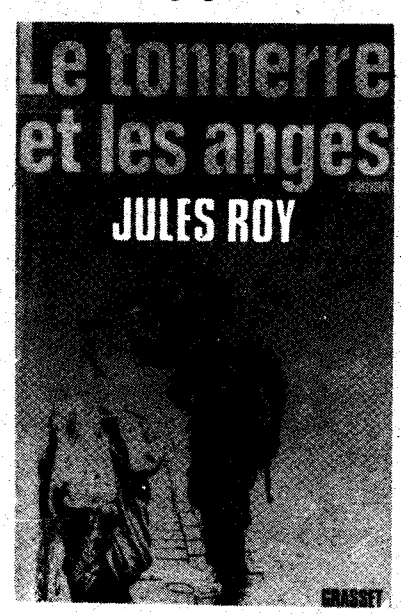
Philippe Labro a passé deux ans comme appelé en Algérie, entre octobre 1960 et octobre 1962. C'était un intellectuel, un sursitaire, qui avait déjà été journaliste et qui à ce titre fut la plupart du temps appelé à collaborer à un journal destiné aux soldats, puis à une radio. Son ouvrage, baptisé "roman", rassemble des souvenirs personnels, dont certains n'ont rien à voir avec la guerre d'Algérie car Philippe Labro parle avant tout de lui-même, ou des récits rapportés par des copains, mais sans souci de chronologie et sans rappel des événements, ce qui n'en rend pas toujours la lecture facile.

Ces réserves étant faites, on peut trouver pas mal de choses dans ce "roman" sur l'ambiance qui régnait à Alger entre 1960 et 1962. On y apprend qu'après l'échec du putsch militaire d'avril 1961, quand à Alger des soldats du contingent sont tués, c'est par des balles de l'OAS et non du FLN. Il est vrai que Philippe Labro, comme ses amis, sont du côté des partisans de l'indépendance. Mais tous ceux qu'il a fréquentés, et qu'il a appréciés ont vécu les événements en spectateurs, ou alors ont pris part à la lutte d'une façon qui s'avère dérisoire...

Le livre vaut d'être lu pour les scènes qu'il raconte, prises sur le vif: ces femmes musulmanes qu'on enlève en pleine rue, et dont il ne reste qu'une chaussure et qu'un panier à provisions sur le trottoir, ces ouvriers musulmans qui sont exécutés au petit matin dans la rue en allant à leur travail...

P.M.

Des feux mal éteints, *de Philippe Labro. Collection Folio n° 1162, 880 pages.*



Cet ouvrage est le dernier tome d'une grande fresque de six volumes *Les chevaux du soleil,* qui retrace l'histoire de l'Algérie depuis sa conquête jusqu'en 1962.

Jules Roy, issu d'une famille de pieds-noirs, fut lui-même ancien colonel de l'armée française en Indochine. Il démissionna après avoir dénoncé les méthodes de la guerre coloniale. Il fut de ceux qui rêvaient d'une Algérie algérienne où les Pieds-Noirs et les Algériens auraient pu vivre unis dans une *"patrie commune"*.

L'auteur dépeint sans trop de complaisance les milieux pieds-noirs, petits propriétaires et petits bourgeois que le mépris et les préjugés ont rendus incapables de comprendre la soif de dignité et d'indépendance à laquelle aspiraient les Algériens. Sûrs de leur bon droit, ils appelèrent Massu et l'armée de tout cœur et quand il trouvèrent celle-ci trop timorée, ils suivirent l'OAS et ses bandes de tueurs.

Aussi, les seuls qui ne respectent pas cette façon de penser, qui osent envisager par exemple un mariage mixte, parler du droit des Algériens à s'autogouverner, font figure d'exceptions... et sont rejetés.

Le fossé se creuse entre les deux communautés, toujours davantage et irrémédiablement. Mais Jules Roy ne met pas sur le même plan la politique de terreur du FLN et la barbarie de l'armée française qu'il dénonce.

Dans ce roman, apparaissent toutes les illusions de ce libéral sur les possibilités qu'aurait eues la bourgeoisie française de mener en Algérie une bonne politique de réformes. C'est intéressant à lire, autant pour le rappel des événements que pour comprendre la façon dont ils furent vécus par la population pied-noir.

Patricia MULLAN

Le tonnerre des anges *de Jules Roy Ed. Grasset. 430 pages — 98 F.*

"Cabaret"

mis en scène par Jérôme Savary

Cabaret, avant d'être le célèbre film de Bob Fosse avec Liza Minelli, fut d'abord une comédie musicale créée en 1966 à Broadway. C'est cette comédie musicale adaptée par Jérôme Savary qui passe, jusqu'au 24 mai, au théâtre Mogador ; une comédie dramatique avant d'être musicale. Elle évoque dans les années 1930-1931, la montée du nazisme, ou plus exactement de l'antisémitisme, au travers de l'évolution du Kit Kat Club, un cabaret de Berlin. Un cabaret où sévissent dans une ambiance un peu glauque, artistes de music-hall, illusionnistes, danseuses peu glorieuses dirigées par un maître de cérémonie poudré aux allures ambiguës, et entraîneuses payées au bouchon de champagne.

Sous la pression des événements politiques du monde extérieur, le Kit Kat Club va changer et vite : les hommes en uniforme et porteurs de brassards vont devenir plus nombreux parmi la foule des noctambules, la revue, les chansons évolueront pour finir par vibrer au diapason de l'antisémitisme, les filles porteront toujours des plumes d'autruche mais... agrémentées d'une croix gammée ; et les videurs finiront par jeter à la rue le rare spectateur qui s'oppose et proteste devant tant de bassesse et d'ignominie.

Bref, le Kit Kat Club s'adapte. *"Money, money, money, money"*, il faut bien continuer à remplir le tiroir-caisse et donc plaire aux nouveaux maîtres.

Et l'histoire continue en dehors du Kit Kat Club. Elle continue dans la pension de fraulein Schneider, la logeuse au grand cœur. Y loge une petite danseuse qui reçoit chaque nuit de trop nombreux "cousins" de la marine, il faut bien vivre... Y loge également un modeste épicier juif, bouleversé par l'amour qu'il porte à la patronne à qui il offre avec passion les plus beaux fruits de son étalage. Et puis, s'y retrouvent Sally Bowles, la meneuse de revue promise à quelque succès, et un bel écrivain américain qui vivront une grande histoire d'amour.

Mais, en quelques mois, tout bascule dans la pension : la petite danseuse reçoit maintenant des hommes à brassards, la patronne renonce à son mariage avec l'épicier (on n'épouse plus un Juif). Dehors les vitres de l'épicerie s'effrondrent...

Et tous, finalement, laisseront faire. Certains par peur ou manque de courage, d'autres par veulerie ou intérêt, et l'épicier juif, parce qu'il ne veut pas croire à la menace pourtant claire, parce qu'il refuse de regarder la réalité en face. Seul l'écrivain s'oppose, y compris physiquement, puis il finit par rentrer chez lui.

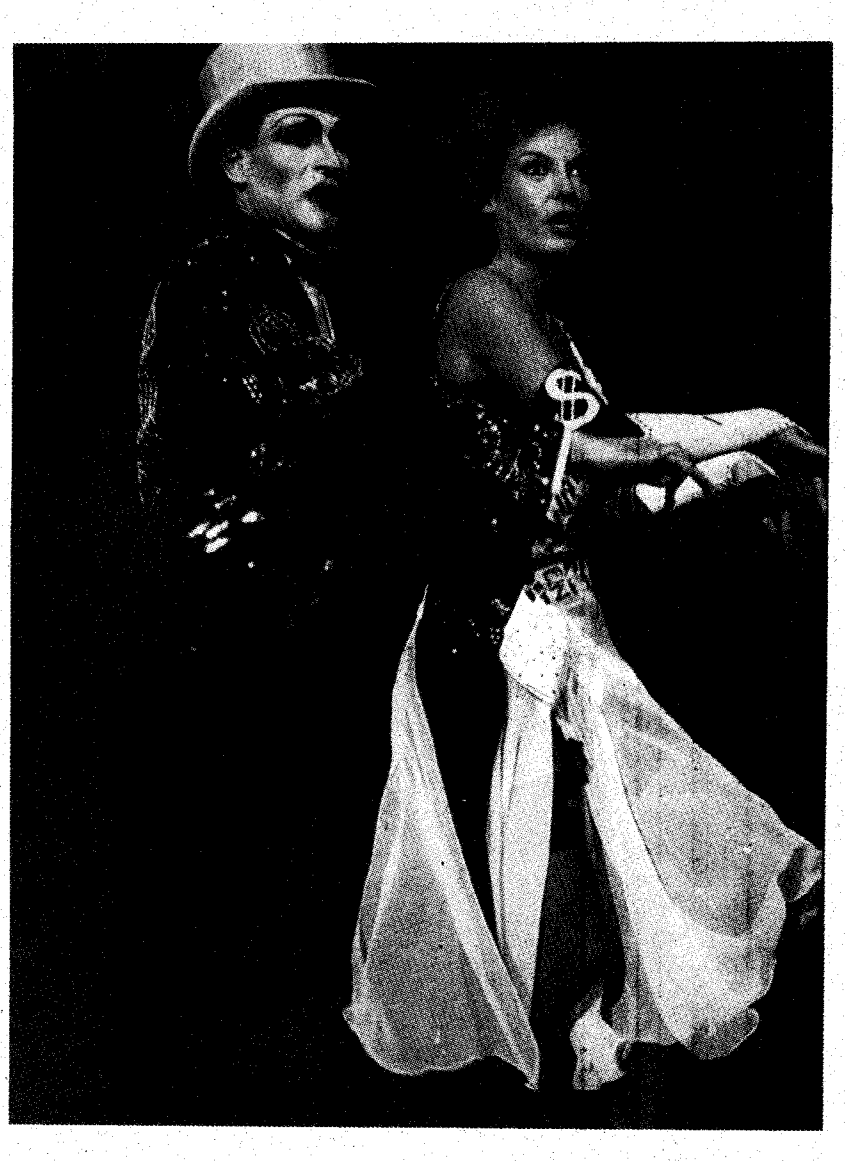
Cabaret est une vraie réussite.

D'abord, il y a le spectacle, les danseurs, danseuses, les équilibristes, les revues, les chansons et la musique d'un excellent orchestre de jazz. Le tout dans un décor, des costumes et une mise en scène, qui restituent pleinement l'ambiance du cabaret.

Mais en plus, au-delà du spectacle, Jérôme Savary a su créer l'émotion très forte et l'évocation bouleversante de la montée du racisme et de l'intolérance dans le Berlin du début des années 30.

Cabaret **au Théâtre Mogador 25, rue Mogador — Paris 9e**
Jusqu'au 24 mai 1987

Prix des places de 50 à 220 F. Pour bien profiter du spectacle, les places sont à un prix dissuasif. Dommage !



sélection télé

SAMEDI 21 MARS

14 h 55. FR3 - Shakespeare : *Henry VI,* production de la BBC anglaise. Cette deuxième partie de la pièce, évoque le mariage des rois, les intrigues des grands, et une révolte peu avant la fin de la guerre de Cent ans.

22 h 10. TF1 - Droit de réponse, émission de Michel Polac. Revue de presse.

DIMANCHE 22 MARS

14 h 30. FR3 - Expression directe : tribune libre au PCF (durée : 10 mn).

20 h 30. TF1 - Les sept mercenaires, film américain de 1960 avec Yul Brynner, Steve Mac Queen, Charles Bronson,... Régulièrement terrorisés par des pillards, les habitants d'un petit village font appel à des mercenaires pour les protéger. Un remake des **Sept samouraïs,** de Kurosawa qui est devenu lui-même un classique.

20 h 35. FR3 - Les géants de la musique : soirée russe avec deux symphonies de Prokofiev et Chostakovitch, et la suite du ballet **Casse-Noisette,** de Tchaïkovski, dirigées par Georg Solti.

21 h 50. A2 - Projection privée : Frédéric Rossif raconte Joseph Kessel, globe-trotter qui vit la Sibérie en 1919, l'Irlande de 1920, l'Espagne républicaine, l'Afrique des marchés aux esclaves.

22 h 30. FR3 - Cinéma de minuit : Les contrebandiers de Monflet. Un film de Fritz Lang (1955), à voir pour ses mystères, ses décors et ses lumières étranges.

LUNDI 23 MARS

22 h. A2 - Brésil : Dieu a changé de camp, deuxième volet d'une émission sur l'Eglise catholique. Le Brésil connaît 70 millions de pauvres, victimes d'une injustice sociale criante. La réforme agraire a été ajournée, des millions de gens viennent s'entasser dans les bidonvilles des grandes cités. L'émission peut être une occasion de connaître mieux la réalité du Brésil mais, attention, à travers le prisme de l'activité de l'Eglise, dont un certain nombre de cadres prennent là-bas le parti des pauvres... du moins tant qu'ils sont victimes, et qu'ils ne se battent pas trop.

MARDI 24 MARS

20 h 30. A2 - Cinéma : **Le Lauréat,** le film qui révéla Dustin Hoffman. Il reste le principal attrait de ce film sur le dépucelage d'un étudiant américain un peu niais.

MERCREDI 25 MARS

20 h 30. A2 - Chirac à **L'heure de vérité :** Chirac est le recordman du nombre de passages à l'émission : ce sera son sixième ! La dernière date du lendemain de mars 1986. Les journalistes auront du mal à trouver quelque chose de neuf. Le spectateur aussi.

20 h 30. La 5 - Racines II, premier épisode. Dix ans après la guerre de Sécession, les Noirs entrent dans la vie politique. Cette suite de **Racines** conduira jusqu'aux révoltes des ghettos noirs de 1964-67. Avec Henry Fonda et Ollivia de Havilland.

21 h 35. TF1 - Points chauds : Le Liban. Ce dossier veut expliquer les origines de la guerre civile, décrire les clans et groupes religieux qui partagent le Liban, et suit, en février 1987, la vie quotidienne à Beyrouth d'une famille et d'un milicien.

21 h 50. A2 - Le corps vivant, présenté par Pierre Desgraupes.

JEUDI 26 MARS

20 h 30. TF1 - Questions à domicile avec Pierre Mauroy. Le retour au pouvoir de la droite permet aujourd'hui à celui qui imposa le blocage des salaires dès 1982 de se faire valoir comme un "homme de gauche".

VENDREDI 27 MARS

20 h 30. FR3 - Les liens du sang, cinquième épisode, avec Burt Lancaster et Julie Christie. Ce feuilleton évoque, dans les années 1930, le partage du monde entre les trusts américains du pétrole et les trusts allemands de la chimie, et l'influence des industriels sur les partis politiques.

20 h 30. La 5 - Racines II, deuxième épisode.

21 h 20. A2 - Aspostrophes, de Bernard Pivot. Le thème du jour : *Les fêtes du corps.* Des livres tournant autour de l'érotisme et de l'amour.

21 h 30. FR3 - Portrait, une émission consacrée aujourd'hui au chorégraphe Maurice Béjart.

22 h 30. TF1 - Heimatt, feuilleton allemand. Les premiers épisodes commençaient sous le fascisme, on suit cette fois-ci une famille allemande en 1955-1956.

22 h 30. M6 - Le destin de Madame Yuki, film japonais de Mizoguchi (1950). Un tableau impitoyable de la société japonaise d'après-guerre. C'est la tragédie d'une femme de famille aristocratique mariée à un homme rustre, cynique et brutal.

22 h 45. A2 - Fin d'automne, film japonais de Y. Ozu. Une jeune femme, qui vit avec sa mère, doit-elle se marier ? Un film, paraît-il, très lent...

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

DANS LES MONTAGNES SAUVAGES
de Yan Xueshu

La vie dans une région montagneuse de la campagne chinoise : peinture sociale sans fard et comédie de mœurs.
Utopia Champollion, 5e (vo).

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX
d'Andrzej Wajda

Les amours romantiques de deux adolescents dans une Pologne paradisiaque d'avant-guerre.
Gaumont les Halles 1er (vo), Cluny Palace 5e (vo), Gaumont Ambassade 8e (vo), 14 Juillet Bastille 11e (vo), Gaumont Parnasse 14e (vo).

CROCODILE DUNDEE

Un anti-Rambo dans la jungle new-yorkaise.
Forum Horizon 1er (vo), Impérial 2e, Rex 2e, Hautefeuille 6e (vo), Marignan 8e (vo), Fauvette 13e, Mistral 14e, Montparnasse Pathé 14e, UGC Convention 15e, Maillot 17e, Clichy Pathé 18e, Gambetta 20e.

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Horizon 1er (vo), Hautefeuille 6e (vo), George V 8e (vo), Marignan 8e (vo), Français 9e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnos 14e, 3 Parnassiens 14e (vo).

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 17 h.

VIENNE POUR MEMOIRE
d'Axel Corti

Ce titre général regroupe trois excellents films qu'il faut essayer de voir, bien qu'ils ne bénéficient pas d'une distribution en salle bien pratique :

• DIEU NE CROIT PLUS EN NOUS

évoque la fuite des Juifs de Vienne devant le nazisme, leur errance à travers l'Europe dont tous les Etats leur sont hostiles.
Saint-Germain Studio 5e, à 14 h 15 et 19 h.

• SANTA FE

C'est la tentative d'adaptation aux Etats-Unis et les désillusions de ceux qui ont eu la chance de pouvoir s'y réfugier.
Saint-Germain Studio à 16 h 25 et 21 h 15

• WELCOME IN VIENNA

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Saint-Germain Village 5e.

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Elysée Lincoln 8e (vo), Lumière 9e.

TETE DE TURC
de Jörg Gfrörer et Günter Wallraff.

Le journaliste Wallraff auteur du livre **Tête de turc,** a aussi tourné clandestinement ce film sur l'exploitation des travailleurs turcs en Allemagne.
Saint-André des Arts (vo).

Où en est le mouvement des "instits"?

La rentrée scolaire a eu lieu, partout dans le pays. Mais la reprise est difficile pour le mouvement qu'une minorité d'instituteurs et d'institutrices avaient tenté de mettre en route avant les vacances, contre un nouveau statut des directeurs d'écoles.

Le mécontentement est grand, contre ce statut comme contre la stagnation et la faiblesse des salaires, contre les suppressions de postes intervenues même là où le nombre des élèves augmente. Mais la combativité n'est pas à la mesure du mécontentement, et l'appareil dirigeant du SNI-PEGC, syndicat hégémonique chez les instituteurs, n'encourage pas à y aller, c'est le moins qu'on puisse dire.

Déjà, dès le début mars, il annonçait comme programme : *"Inscrire notre action dans la durée"*... et donnait la date de la prochaine journée nationale de manifestation : le 17 mai 1987. Dans un premier temps, les instituteurs les plus combatifs en ont rigolé, mais il semblerait que cela ait déboussolé, démoralisé ceux — et ils sont nombreux — qui critiquent certes le syndicat mais en attendent quand même qu'il dirige leur lutte.

Le SNI innove en matière de lutte de classes. On avait déjà vu surgir, à l'initiative du courant socialiste, dans les lycées et les facultés en novembre et décembre derniers la *"grève à la japonaise"*... qui consistait à venir en cours, comme si de rien n'était mais avec un brassard *"Je suis en grève"* !

Chez les instituteurs les socialistes viennent de trouver encore mieux, un truc que les bureaucrates les plus madrés des appareils syndicaux ouvriers n'avaient pas encore imaginé : la *"grève au travail", (programmée pour le 19 mars)*. Ce jour-là, les instituteurs étaient donc *"au travail"*... comme d'habitude, mais *"en grève"* dans la mesure où ils étaient invités à donner une demi-journée de leur salaire (barème joint dans les tracts syndicaux) au syndicat ! La grève qui ne coûte rien à l'administration, qui n'empêche pas le travail... mais qui rapporte à l'appareil des fonctionnaires syndicaux sur le dos des instituteurs. Et cet argent, sert *"pour contribuer aux frais de la campagne médiatique indispensable pour populariser notre action"*. Il faudrait donc que les instituteurs paient pour financer la grande presse et sa pub de l'inaction du SNI ?

Aux toutes dernières nouvelles, il semble que cette nouveauté de la *"grève au travail"* n'ait eu aucun succès. On peut s'en réjouir.

L'appareil syndical du SNI, dominé par des socialistes qui sont vraiment assis entre deux chaises, celle du syndicat d'un côté, et celle de l'administration (voir des ministères quand le gouvernement devient "de gauche") tire en arrière. Une minorité d'instituteurs, qu'on pourrait évaluer à quelques milliers sur 320 000 serait prête à vraiment bouger et essaie d'entraîner les autres.

Parmi ceux-là, il y a des militants communistes qui animent la tendance minoritaire du SNI, "Unité et Action". Il y a aussi des militants d'extrême-gauche qu'on trouve dans une autre tendance, encore plus minoritaire du SNI, "L'Ecole émancipée" ou dans les rangs d'un petit syndicat lié à la CFDT, le SGEN.

Ce sont ces militants de sensibilité d'extrême-gauche qui ont été à l'initiative des diverses "coordinations" qui se sont réunies, par communes, départements et même nationalement. Mais elles ne représentent que la petite minorité la plus déterminée à la lutte. On peut estimer que la dernière "Coordination nationale" qui s'est réunie les 14 et 15 mars représentait 2 000 à 4 000 instituteurs. L'appel à la grève voté pour les 23, 24 et 25 mars prochain sera-t-il suivi d'effets ? Il ne suffit pas de voter à quelques-uns la grève générale pour qu'elle réussisse. Il faut en définir les objectifs ; et déterminer des revendications susceptibles d'étendre le mouvement à ceux qui hésitent ou ne se sentaient pas concernés par la revendication initiale, et en même temps qui peuvent aider à attirer la sympathie des travailleurs usagers de l'école par enfants interposés. Bien sûr cela même ne suffit pas. Il faut une détermination, qui n'existe pas encore. Mais que les plus décidés peuvent aider à faire croître. Une nouvelle "Coordination" fera le bilan, le 25 mars au soir, de la grève prévue à partir du 23 mars. Les instituteurs les plus combatifs, les plus conscients d'une situation qui se dégrade pour eux comme pour tous les travailleurs, ceux qui savent que le problème n'est pas seulement — contrairement à ce que font leurs dirigeants syndicaux — d'entretenir une petite agitation contre le gouvernement parce qu'il est de droite, et tant qu'il est de droite seulement, ceux-là ont raison de discuter, de se réunir, d'envisager comment ils pourraient se faire comprendre, et entendre.

Michelle VERDIER

PHILIPPINES

Aux faux-semblants d'Aquino, l'opposition militaire répond par de vraies bombes

Lundi 16 mars, Cory Aquino, la présidente des Philippines, annonçait la dissolution de toutes les armées privées et des diverses confréries militaires... Deux jours plus tard, le 18, une bombe explosait dans l'enceinte de l'Académie militaire des Philippines, dans le nord de l'archipel, où la présidente devait justement se rendre dimanche prochain... L'attentat, qui aurait fait quatre morts et quarante trois blessés a eu lieu pendant la répétition de la cérémonie de dimanche. Le toit de la tribune présidentielle où Cory Aquino devait prendre place a été soufflé.

Après avoir tenté de mettre en cause la guérilla communiste, les services de renseignements ont préféré laisser entendre, avec bien plus de vraisemblance, que l'attentat émanerait de militaires. En tout cas, les enquêteurs civils se seraient vu refuser l'entrée dans l'Académie par l'armée qui compte procéder elle-même à l'enquête.

L'attentat de mercredi, pouvait donc bien être une réponse d'une fraction de l'armée aux "mesures" d'Aquino. Réponse qui constitue une démonstration. Car les mesures annoncées par Cory Aquino concernant la dissolution des milices privées et des organisations de militaires n'ont aucune chance d'être exécutées. Et la réponse de certains militaires montre que ces fractions militaristes sont puissantes. D'après *Libération* du 19 mars, Cory Aquino aurait déjà "regretté" d'avoir dissous les milices privées anticommunistes...

Il y a actuellement aux Philippines de nombreuses milices privées, comme celles des grands propriétaires d'haciendas (il y a aussi une garde privée dans l'hacienda appartenant à la famille de Cory Aquino...), ou celles de politiciens ; le vice-président Laurel, élu aux côtés d'Aquino, a récemment importé un stock d'armes des Etats-Unis selon le correspondant de *Libération (Libération* du 18 mars).

Un mouvement anticommuniste récemment créé, l'Alsa Masa, regroupe d'anciens maquisards de la guérilla communiste, des gangsters, des indicateurs de police, et bénéficierait de l'appui de l'ex-ministre de la Défense de Cory Aquino (après avoir été celui de Marcos), Juan Ponce-Enrile, auteur d'une tentative de coup de force contre Cory Aquino, actuellement chef de l'opposition. Ce mouvement bénéficierait aussi des faveurs de l'armée qui lui fournirait des armes. Et c'est justement à l'armée que Cory Aquino a confié l'exécution de son ordre de dissolution des milices privées ! Comme on voit, cet "ordre" n'est pas prêt d'être exécuté !

Quant aux "confréries" militaires, comme celle des Guardians — qui regroupe de nombreux partisans de Marcos et revendique 20 000 membres, soit un peu moins d'un militaire sur 10 ! —, on voit mal ce qui pourrait bien les empêcher de continuer à exister, même si elles ne sont plus "légales". Dernière mesure, enfin, décidée par Cory Aquino, qui concerne les CHDF (70 000 hommes), les milices villageoises, réputées semer la terreur dans les campagnes : elles ne seront pas dissoutes à proprement parler, mais intégrées, avec la gendarmerie, dans une nouvelle force de police nationale. Elles changent de nom en quelque sorte...

Ces mesures décidées par Cory Aquino constituaient les promesses faites avant même qu'elle soit élue présidente de la République et étaient contenues dans la constitution plébiscitée il y a quelques semaines. Certaines, comme la dissolution des CHDF, étaient des revendications de la gauche philippine. D'autres, comme la dissolution des confréries militaires, visent ce qui a constitué, ces derniers mois, les pépinières des militaires putschistes.

Mais toutes ces mesures visant prétendument à renforcer la "démocratie" aux Philippines sont inopérantes, et par là même dérisoires... Une des choses qui retient l'armée de se passer du paravent démocratique d'Aquino, c'est l'incapacité où elle s'est trouvée, jusqu'à présent, à combattre efficacement la guérilla paysanne dirigée par le Parti Communiste Philippin. Dans l'ombre d'Aquino, l'armée se réorganise, se rééquipe (le secrétaire d'Etat adjoint américain, à la Défense Richard Armitage, vient d'annoncer que les Etats-Unis comptaient accroître l'aide militaire aux Philippines, et Cory Aquino vient de signer une commande d'hélicoptères de combat). Et Richard Armitage, bien au fait de la situation aux Philippines, tout en souhaitant une "heureuse issue" au régime d'Aquino, précisait : *"Il faut reconnaître qu'une telle issue n'est pas assurée"*.

Pour supprimer la menace d'un coup de force des militaires, c'est l'armée elle-même qu'il faudrait dissoudre. C'est l'état-major qu'il faudrait mettre définitivement hors d'état d'agir. Et cela ne peut se faire par de simples décrets. Il faudrait disposer d'une force et d'une détermination aussi puissante que celle des militaires, c'est-à-dire s'appuyer sur la population laborieuse, contribuer à son armement et à son organisation en milices.

Cela, on ne peut évidemment pas l'attendre de Cory Aquino. Grande bourgeoise elle-même, représentante des intérêts des classes privilégiées, elle préfère cohabiter avec cette armée, même si son régime risque à chaque instant d'être renversé par elle, même si personnellement elle peut en être victime, plutôt que d'armer, ceux qui dans la population laborieuse la soutiennent peut-être aujourd'hui, mais qui peuvent contester les privilèges et la domination de sa classe.

Jean-Jacques FRANQUIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995